



De la Résistance  
aux élues de  
la République

EXPOSITION

# RÉSISTANTES & COMBATTANTES

De l'ombre à la lumière

1945-2025/2026

## RÉSISTANTES & COMBATTANTES

L'exposition « **RÉSISTANTES & COMBATTANTES. De l'ombre à la lumière (1945-2025/2026)** » rend hommage aux femmes qui, par leur engagement et leur courage, ont participé activement à la lutte contre l'occupation nazie et contribué à la libération de la France face à Vichy. À travers leur combat, certaines d'entre elles sont devenues, dès 1945, **les premières élues de la République** : maires, députées, sénatrices à l'image de Germaine Poinso-Chapuis, Germaine Peyroles et Mathilde Gabriel-Péri.

Cette exposition met en lumière plus de 150 portraits de femmes engagées – résistantes, combattantes, agentes de liaison, infirmières, cantinières, secrétaires, journalistes, mais également ces élues de la première heure – révélant ainsi l'ampleur et la diversité de leur contribution. Elle souligne combien l'histoire de la Résistance, longtemps écrite au masculin, ne peut désormais se concevoir sans y intégrer pleinement la mémoire de ces femmes. **Elles ont été de véritables actrices de la Résistance.** Mais leur rôle a été longtemps marginalisé dans les récits officiels. Seules six femmes figurent parmi les 1.038 Compagnons de la Libération.

C'est pour cela que l'exposition met en valeur aussi bien des figures emblématiques – Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Berty Albrecht, Marie-José Chombart de Lauwe – que des femmes restées longtemps anonymes, grâce aux dernières avancées historiographiques et au travail conduit par le Groupe de recherche Achac depuis plus de dix ans. Une exposition qui offre aux jeunes générations des figures inspirantes et rappelle que **l'histoire de la République française s'est aussi construite grâce au combat de ces femmes.**



# RÉSISTANTES & COMBATTANTES

De l'ombre à la lumière 1945-2025/2026

## Femmes et Résistance

À l'issue du 80<sup>e</sup> anniversaire du premier vote des femmes (municipales du 29 avril 1945) et alors que les résistantes Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle-Anthonioz reposent pour toujours au Panthéon, il est désormais certain que l'histoire de la Résistance ne saura plus s'écrire sans les femmes. Agentes de liaison, cantinières, chauffeurs, infirmières, secrétaires, standardistes, combattantes..., les Françaises ont largement participé aux combats de la Seconde Guerre mondiale. Une fois l'armée française défaite et l'armistice signé, alors que la France de Vichy entre en collaboration avec l'Allemagne, des voix s'élèvent pour dire non et résister dès l'été 1940. Parmi ces voix, celles des femmes. Durant les quatre années d'occupation, elles résistent, chacune à leur manière : hébergement de clandestins, organisation de réseaux, impression de tracts et de journaux clandestins, préparation d'engins explosifs, réseaux d'évasions, collecte et transmission d'informations. Certaines s'engagent dans les Forces françaises libres (FFL) – 1 800 femmes –, tant et si bien que, le 7 novembre 1940, le général de Gaulle institue le Corps des volontaires françaises (CVF), la première unité féminine de l'armée française. C'est une révolution, car ces femmes, qui signent – comme des hommes – un engagement militaire, n'ont pas encore le droit de vote en France. Pourtant, à la Libération, cet engagement n'est pas valorisé. Les chiffres en témoignent, elles sont les grandes oubliées de la victoire : elles auraient représenté 15 à 20 % des membres de la Résistance, mais on compte seulement six femmes parmi les 1 038 Compagnons de la Libération et elles représentent à peine 10 % des médaillés de la Résistance. Cependant, depuis une trentaine d'années, ces combattantes sortent de l'ombre. À travers les portraits de près d'une centaine d'héroïnes, cette exposition est l'occasion de rendre hommage à ces femmes et aux premières élues au Parlement et au Sénat de 1945 et 1946.

## Dix résistantes de la France libre

Ces femmes d'exception dans la Résistance et la France libre ont joué un rôle déterminant dans la Résistance française et la lutte pour la Libération de la France pendant la Seconde Guerre mondiale. **Simone Demangel (1903-1995)** rejoint précocement la Résistance. Elle crée de faux papiers pour protéger les persécutés, et s'engage dans la lutte armée dans la région de Montpellier. **Odile de Vasselot de Régné (1922-2025)** rejoint dès 1940 le réseau de renseignement Zéro puis le réseau d'évasion Comète, contribuant à l'exfiltration de pilotes alliés. Après la guerre, elle se consacre à la transmission de la mémoire de la Résistance. **Jeanne Bohec (1919-2010)**, après avoir rejoint l'Angleterre en 1940, est formée au sabotage par le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Parachutée en Bretagne en 1944, elle mène des actions de sabotage. **Madeleine Damerment (1917-1944)** rejoint le Special Operations Executive (SOE) en 1943. Elle est parachutée en France mais est rapidement capturée par les Allemands et déportée à Dachau. **Marie Reynoard (1897-1945)** fonde à Grenoble le mouvement Vérité, qui devient Combat en 1941. Première responsable départementale, elle est arrêtée en 1942 puis relâchée. Elle est à nouveau arrêtée en 1943. Déportée à Ravensbrück en 1944, elle y meurt en 1945. **Hélène Viannay (1917-2006)** participe dès septembre 1940 à la conception et à la diffusion de tracts dénonçant l'occupation. Elle organise l'impression du journal *Défense de la France* à partir de février 1941. **Marie-Claire Scamaroni (1913-2006)** démissionne en 1941 de son poste d'avocate, s'installe alors à Limoges et rejoint le réseau Cohors-Asturies et l'Organisation civile et militaire (OCM), puis retourne à Paris. Intégrée dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI), elle poursuit son combat jusqu'à la Libération. **Charlotte Nadel (1920-2020)** est l'une des figures fondatrices du mouvement de résistance Défense de la France en 1941. Elle coordonne l'organisation, la typographie et la diffusion du journal clandestin *Défense de la France*. Arrêtée en mai 1944, elle est internée au camp des Tourelles puis rejoint le maquis après sa libération. **Cécile Rol-Tanguy (1919-2020)** s'engage dans la Résistance dès l'été 1940, devenant l'adjointe et l'agente de liaison de son mari Henri Tanguy. Son rôle est essentiel dans la coordination des actions de résistance. **Marie-José Chombart de Lauwe (née en 1923)** s'engage dans la Résistance à 17 ans et rejoint la Bande à Sidonie, puis elle intègre le réseau Georges France 31. En juillet 1943, elle est déportée au camp de Ravensbrück et, en mars 1945, elle est transférée à Mauthausen, d'où elle est libérée le 21 avril 1945.

# RÉSISTANTES & COMBATTANTES

## De l'ombre à la lumière 1945-2025/2026

1

À l'issue du 60<sup>e</sup> anniversaire du premier vote des femmes (municipales du 29 avril 1945) et alors que les résistantes Germaine Tison et Genevieve de Gaulle-Anthonioz rejoignent pour toujours au Panthéon, il est désormais certain que l'histoire de la Résistance ne saurait plus s'écrire sans les femmes. Agentes de liaison, cantinières, chauffeurs, infirmières, secrétaires, dactylographes, combattantes... les Françaises ont largement participé aux combats de la Seconde Guerre mondiale. Une fois l'armée française défaite et l'armistice signé, alors que la France de Vichy entre en collaboration avec l'Allemagne, des voix s'élèvent pour dire non et réclamer dès l'été 1940. Parmi ces voix, celles des femmes. Durant les quatre années d'occupation, elles résistent, chacune à leur manière : hébergement de clandestins, organisation de réseaux, impression de tracts et de journaux clandestins, préparation d'engins explosifs, réseaux d'évasion, collecte et transmission d'informations. Certaines s'engagent dans les Forces françaises libres (FFL) - 1 300 femmes -, tant et si bien qu'au 7 novembre 1940, le général de Gaulle institue le Corps des volontaires françaises (CVF), la première unité féminine de l'armée française. C'est une révolution, car ces femmes, qui s'engagent comme des hommes - un engagement militaire, n'ont pas encore le droit de vote en France. Pourtant, à la Libération, cet engagement n'est pas valorisé. Les chiffres en témoignent, elles sont les grandes oubliées de la victoire : elles auraient représenté 18 à 20 % des membres de la Résistance, mais on compte seulement six femmes parmi les 1 035 Compagnons de la Libération et elles représentent à peine 10 % des médaillés de la Résistance. Cependant, depuis une trentaine d'années, ces combattantes sortent de l'ombre. À travers les portraits de près d'une centaine d'héroïnes, cette exposition est l'occasion de rendre hommage à ces femmes et aux premières à leur au Parlement et au Sénat de 1945 et 1946.



« Résistantes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, elles résistent, chacune à leur manière... »

## Femmes et Résistance

### Dix résistantes de la France libre



« Dix résistantes de la France libre... »



« Dix résistantes de la France libre... »



« Les Résistantes... »

Ces femmes d'exception dans la Résistance et la France libre ont joué un rôle déterminant dans la Résistance française et la lutte pour la Libération de la France pendant la Seconde Guerre mondiale. **Simone Demangel (1903-1995)** rejoint précocement la Résistance. Elle crée de faux papiers pour protéger les persécutés, et s'engage dans la lutte armée dans la région de Montpellier. **Odile de Vasselot de Régné (1922-2025)** rejoint dès 1940 le réseau de renseignement Zéro puis le réseau d'évasion Comité, contribuant à l'extrémité de pilotes alliés. Après la guerre, elle se consacre à la transmission de la mémoire de la Résistance. **Jeanne Bohac (1919-2010)**, après avoir rejoint l'Angleterre en 1940, est formée au sabotage par le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Parachutée en Bretagne en 1944, elle mène des actions de sabotage. **Madeline Darnier (1917-1944)** rejoint le Spéciale Opérations Exécutive (SOE) en 1943. Elle est parachutée en France mais est rapidement capturée par les Allemands et déportée à Dachau. **Marie Raymond (1897-1945)** fonde à Clermont le mouvement Vair 14, qui devient Combat en 1941. Première responsable départementale, elle est arrêtée en 1942 puis relâchée. Elle est à nouveau arrêtée en 1943. Déportée à Ravensbrück en 1944, elle y meurt en 1945. **Hélène Vignony (1917-2006)** participe dès septembre 1940 à la conception et à la diffusion de tracts dénonçant l'occupation. Elle organise l'impression du journal *Défense de la France* à partir de février 1941. **Marie-Claire Seamanen (1913-2006)** démissionne en 1941 de son poste d'avocate, s'installe alors à Limoges et rejoint le réseau Cohers-Asturies et l'Organisation civile et militaire (OCM), puis retourne à Paris, intégrée dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI), elle poursuit son combat jusqu'à la Libération. **Charlotte Nadet (1920-2020)** est l'une des figures fondatrices du mouvement de résistance *Défense de la France* en 1941. Elle coordonne l'organisation, la typographie et la diffusion du journal clandestin *Défense de la France*. Arrêtée en mai 1944, elle est internée au camp des Tourelles puis rejoint le maquis après sa libération. **Cécile Roi-Tanguy (1919-2020)** s'engage dans la Résistance dès l'été 1940, devenant l'adjointe et l'agent de liaison de son mari Henri Tanguy. Son rôle est essentiel dans la coordination des actions de résistance. **Marie-José Chombart de Lauwe (née en 1923)** s'engage dans la Résistance à 17 ans et rejoint le Bando à Sidonie, puis elle intègre le réseau Georges France 31. En juillet 1943, elle est déportée au camp de Ravensbrück et, en mars 1945, elle est transférée à Hauthausen, d'où elle est libérée le 21 avril 1945.

« Dans le landau de ma fille, je transportais des revolvers, des grenades, des journaux clandestins. »

Cécile Roi-Tanguy, 2012.

RÉSISTANTES & COMBATTANTES



# DES HÉROÏNES DE LA RÉSISTANCE

## Berty ALBRECHT (1893-1943)

Berty Albrecht, née le 15 février 1893 à Marseille, a consacré sa vie à la lutte et à l'engagement. Infirmière durant la Première Guerre mondiale, elle s'investit ensuite dans le mouvement féministe des années 1920, défendant notamment la contraception et le droit des femmes à accéder à des postes de direction dans l'industrie. À la fin des années 1930, elle organise l'accueil d'antifascistes allemands et de brigadistes internationaux fuyant les régimes totalitaires. Dès la fin 1940, elle rejoint la Résistance encore naissante et, à l'automne 1941, elle cofonde avec Henri Frenay le mouvement Combat. Elle y joue un rôle clé en collectant des informations et en dirigeant le service social chargé d'aider les résistants en fuite ainsi que les familles des emprisonnés ou exécutés. Arrêtée en novembre 1942 et internée en Ardèche, elle réussit à s'évader pour rejoindre la Saône-et-Loire où elle prend part à la lutte armée. Elle est arrêtée par la Gestapo à Mâcon le 27 mai 1943. Torturée, puis transférée à la prison de Fresnes, elle y trouve la mort dans des circonstances restées obscures. Le 26 août 1943, elle est honorée comme l'une des six femmes Compagnon de la Libération. Son corps repose dans la crypte du mémorial de la France combattante au Mont-Valérien, en hommage aux combattantes de la première heure.

## Marie HACKIN (1905-1941)

Marie Hackin, née Parmentier le 7 septembre 1905 à Rombas en Moselle, est une pionnière de l'archéologie française et une résistante de la première heure. Surnommée « Ria », elle épouse en 1928 Joseph Hackin, lui aussi archéologue. Avec le déclenchement de la guerre, Marie et Joseph Hackin refusent l'armistice. En juillet 1940, ils quittent Bombay pour rejoindre Londres, où Marie Hackin s'engage dans le Corps féminin de la France libre, dont elle est l'une des fondatrices, devenant sous-lieutenante. Désignée pour accompagner son mari, chargé du département des Affaires extérieures, dans une longue mission en Asie, elle embarque le 20 février 1941. Lors du voyage, leur navire est torpillé quatre jours plus tard au large des îles Féroé, entraînant leur disparition. En hommage à son dévouement et à son sacrifice, elle est décorée de la Croix de la Libération à titre posthume, rejoignant ainsi le panthéon des héros de la Résistance.

# DES HÉROÏNES DE LA RÉSISTANCE

Berty Albrecht, née le 15 février 1893 à Marseille, a consacré sa vie à la lutte et à l'engagement. Infirmière durant la Première Guerre mondiale, elle s'investit ensuite dans le mouvement féministe des années 1920, défendant notamment la contraception et le droit des femmes à accéder à des postes de direction dans l'industrie. À la fin des années 1930, elle organise l'accueil d'artisans allemands et de brigadistes internationaux fuyant les régimes totalitaires. Dès la fin 1940, elle rejoint la Résistance encore naissante et, à l'automne 1941, elle cofonde avec Henri Frenay le mouvement Combat. Elle y joue un rôle clé en collectant des informations et en dirigeant le service social chargé d'aider les résistants en fuite ainsi que les familles des emprisonnés ou évacués. Arrêtée en novembre 1942 et internée en Ardèche, elle réussit à s'évader pour rejoindre la Sabne-et-Loire où elle prend part à la lutte armée. Elle est arrêtée par le Gastaou à Mâcon le 27 mai 1943. Torturée, puis transférée à la prison de Fresnes, elle y trouve la mort dans des circonstances restées obscures. Le 26 août 1943, elle est honorée comme l'une des six femmes Compagnes de la Libération. Son corps repose dans la crypte du mémorial de la France combattante au Mont-Vaérien, en hommage aux combattantes de la première heure.



Berty Albrecht, infirmière au début des années 1920, puis résistante (Photo : photographie, 1943)

**Berty ALBRECHT (1893-1943)**



Berty Albrecht, Résistante, Compagnon de la Libération (Photo : Berty Albrecht, 2012)



« Dans l'honneur et par la victoire. Les femmes Compagnes de la Libération », couverture de Catherine Lecomte, 2008

**Marie HACKIN (1905-1941)**

Marie Hackin, née Parmentier le 7 septembre 1905 à Rombas en Moselle, est une pionnière de l'archéologie française et une résistante durant la Seconde Guerre mondiale. Surnommée « Rita », elle épouse en 1928 Joseph Hackin, lui aussi archéologue. Avec le déclenchement



Marie Hackin en uniforme de combattante Résistante (Lund 1943, photographie, 1941-1942)

de la guerre, Marie et Joseph Hackin refusent l'armistice. En juillet 1940, ils quittent Bombay pour rejoindre Londres, où Marie Hackin s'engage dans le Corps féminin de la France libre, dont elle est l'une des fondatrices, devenant sous-lieutenant. Désignée pour accompagner son mari, chargé du département des Affaires extérieures, dans une longue mission en Asie, elle embarque le 20 février 1941. Lors du voyage, leur navire est torpillé le 24 février 1941 au large des îles Fidji, entraînant leur disparition. En hommage à son dévouement et à son sacrifice, elle est décorée de la Croix de la Libération à titre posthume, rejoignant ainsi le panthéon des héros de la Résistance.

« La vie ne vaut pas cher, mourir n'est pas grave. Le tout, c'est de vivre conformément à l'honneur et à l'idéal que l'on se fait. »

Berty Albrecht, 1943

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
DU MUSEUM DE LA RÉGION ILLUSOISE



# LA RÉSISTANCE DU GROUPE MANOUCHIAN

## Olga BANCIC (1912-1944)

Olga Bancic est née en 1912 en Roumanie, dans une famille juive originaire de Bessarabie. Militante active au sein des Jeunesses communistes et des syndicats, elle s'engage dès 1933 dans les combats antifascistes. Après plusieurs arrestations, elle s'exile en France en 1938, où elle se rapproche des milieux républicains espagnols. Après la défaite de 1940, elle participe à des actes de sabotage isolés avant de rejoindre en 1943 le groupe Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) dirigé par Missak Manouchian. Responsable de la circulation des armes, elle est arrêtée à Paris le 16 novembre 1943 avec 22 autres membres par les Brigades spéciales. Le groupe Manouchian est rapidement jugé par un tribunal militaire allemand et violemment ciblé par une intense campagne de propagande. Le 22 février 1944, tous les hommes sont exécutés au fort du Mont-Valérien, tandis qu'Olga Bancic est envoyée en Allemagne, où elle est décapitée le 10 mai 1944 à la prison de Stuttgart, à l'âge de 32 ans. Elle symbolise la lutte pour la liberté menée par ces résistants étrangers en France. Elle est honorée par son entrée au Panthéon le 21 février 2024, lors de la cérémonie de panthéonisation collective de Missak et Mélinée Manouchian.

## Mélinée MANOUCHIAN (1913-1989)

Mélinée Assadourian, née le 13 novembre 1913 à Constantinople (Istanbul, Turquie), est l'épouse de Missak Manouchian. Immigrée arménienne, son parcours est indissociable de celui de son époux. Passé dans la clandestinité en juin 1941, le couple s'engage dans la lutte armée en 1943 au sein des FTP-MOI communistes. Mélinée Manouchian agit comme agente de liaison pour son mari. Leur groupe mène de nombreuses actions dont l'exécution du SS Julius Ritter. Le 16 novembre 1943, Missak Manouchian et ses compagnons sont arrêtés, mais Mélinée Manouchian échappe à la capture en trouvant refuge chez la famille Aznavourian. Missak Manouchian est fusillé avec 22 autres résistants le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Mélinée Manouchian poursuit son engagement dans la résistance communiste jusqu'à la Libération. Elle devient ensuite française et se consacre à la mémoire des martyrs du groupe Manouchian jusqu'à sa disparition en 1989.

# LA RÉSISTANCE DU GROUPE MANOUCHIAN

3

Olga Bancic est née en 1912 en Roumanie, dans une famille juive originaire de Besarabie. Militante active au sein des Jeunesses communistes et des syndicats, elle s'engage dès 1933 dans les combats antifascistes. Après plusieurs arrestations, elle s'exile en France en 1938, où elle se rapproche des milieux républicains espagnols. Après l'occupation, en 1940, elle participe à des actes de sabotage isolés avant de rejoindre, en 1943, le groupe Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) dirigé par Missak Manouchian. Responsable de la circulation des armes, elle est arrêtée à Paris le 16 novembre 1943 avec 22 autres membres par les Brigades spéciales. Le groupe Manouchian est rapidement jugé par un tribunal militaire allemand et violemment ciblé par une intense campagne de propagande. Le 22 février 1944, tous les hommes sont exécutés au fort du Mont-Valérien, tandis qu'Olga Bancic est envoyée en Allemagne, où elle est déportée le 10 mai 1944 à la prison de Stuttgart, à l'âge de 32 ans. Elle symbolise la lutte pour la liberté menée par ces résistants étrangers en France. Elle est honorée par son entrée au Panthéon le 28 février 2024, lors de la cérémonie de panthéonisation collective de Missak et Melinee Manouchian.



Olga Bancic, 1943, photo de presse, sans légende.

**Olga BANCIC (1912-1944)**



Olga Bancic, membre du groupe Manouchian, avec ses compagnons, devant le siège du FTP-MOI, 1943, photo de presse, sans légende.

**Mélinée MANOUCHIAN (1913-1989)**

Mélinée Assadourian, née le 13 novembre à 1913 à Constantinople (Istanbul, Turquie), est l'épouse de Missak Manouchian. Immigrée arménienne, son parcours est indissociable de celui de son époux. Passé dans la clandestinité en juin 1941, le couple s'engage dans la lutte armée en 1943 au sein des FTP-MOI communistes. Mélinée Manouchian agit comme agente de liaison pour son mari. Leur groupe mène de nombreuses actions dont l'exécution du SS Julius Ritter. Le 16 novembre 1943, Missak Manouchian et ses compagnons sont arrêtés, mais Mélinée Manouchian échappe à la capture en trouvant refuge chez la famille Aznavourian. Missak Manouchian est fusillé avec 22 autres résistants le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Mélinée Manouchian poursuit son engagement dans la résistance communiste jusqu'à la Libération. Elle devient ensuite française et se consacre à la mémoire des martyrs du groupe Manouchian jusqu'à sa disparition en 1989.



Mélinée Manouchian, 1943, photographie, 1943.



Cérémonie d'entrée au Panthéon de Missak et Melinee Manouchian et du groupe Manouchian (Paris), photographie de Ludovic Morel, 2024.

« Je meurs avec la conscience tranquille et avec toute la conviction que demain tu auras une vie et un avenir plus heureux que ta mère. »

Olga Bancic, lettre à sa fille, 9 mai 1944

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
du musée de la Résistance et de la Déportation



# DES FEMMES DE L'AIR

## Joséphine BAKER (1906-1975)

Joséphine Baker est née le 3 juin 1906 à St. Louis, aux États-Unis. Danseuse de renommée, elle connaît un immense succès à Paris et à travers l'Europe dans les années 1920 avec *La Revue nègre* au théâtre des Champs-Élysées. Devenue une icône des mouvements dadaïste et cubiste, elle utilise sa notoriété pour combattre le racisme durant l'entre-deux-guerres. Ayant adopté la nationalité française en 1937, en signe de gratitude envers son pays d'accueil, elle met sa célébrité au service de la France dès le début de la Seconde Guerre mondiale, donnant à sa célèbre chanson *J'ai deux amours* une portée patriotique. Après la défaite, elle rejoint la France libre en tant qu'agente de renseignement et s'engage activement auprès de l'armée pour soutenir le moral des soldats. Après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, elle est nommée sous-lieutenante dans l'armée de l'air en mai 1944. À la Libération, elle est décorée de la Légion d'honneur et de la médaille de la Résistance avec rosette. Après la guerre, Joséphine Baker consacre sa vie à la lutte contre toutes les formes d'intolérance. Elle s'éteint le 12 avril 1975, recevant des honneurs militaires lors de ses funérailles. En reconnaissance de son engagement, elle est solennellement inhumée au Panthéon le 30 novembre 2021.

## Huit « combattantes », aviation et information

Pionnières de l'aviation et héroïnes de la Résistance, ces femmes ont marqué l'histoire par leur engagement pendant la Seconde Guerre mondiale. **Élisabeth Boselli (1914-2005)** est la première femme pilote de chasse de l'armée de l'Air. Elle s'engage en 1939 pour convoier des avions vers le front. Elle intègre le Corps féminin de pilotes auxiliaires (CFPA), créé en 1940, et devient membre des Forces féminines de l'air (FFA) en 1944. **Maryse Hilsz (1901-1946)**, aviatrice reconnue et parachutiste depuis 1922, s'engage dans l'armée de l'Air en 1939, et devient sous-lieutenante au CFPA en 1940. Après la défaite française, elle rejoint la Résistance en intégrant le corps de pilotes militaires féminins. **Claire Chambaud (1906-1941)**, infirmière, obtient son brevet de pilote en 1932 et s'engage dans l'armée de l'Air en 1939. Elle est capturée par l'ennemi, mais réussit à s'évader. Elle reprend son activité d'infirmière au service des prisonniers de guerre et meurt dans un accident d'avion de ligne en août 1941. **Yvonne Rudellat (1897-1945)**, d'origine franco-anglaise, est recrutée par le Special Operations Executive (SOE) et devient la première agente à être parachutée en France en juillet 1942. **Odette Sansom (1912-1995)** est formée, en 1942, pour infiltrer des réseaux de sabotage en France. Elle débarque clandestinement près de Cassis, mais est arrêtée en 1943 par les forces italiennes. Elle est transférée à Ravensbrück et libérée le 3 mai 1945. **Yvette Lebas (1898-1966)**, grand reporter, adhère au comité France Forever et intervient à la radio Voice of America. En 1944, elle s'engage dans les Forces navales françaises libres (FNFL) en tant qu'officière des services féminins de la Flotte, dont elle crée et commande la section d'Alger. **Maryse Bastié (1898-1952)**, aviatrice détentrice de nombreux records, s'engage dans l'armée de l'Air en 1939 pour convoier des avions vers le front. Infirmière et résistante au sein du réseau Darius, elle intègre en 1944 le corps des pilotes militaires féminins. **Alla Dumesnil (1913-1990)**, née à Saint-Petersbourg, rejoint les Forces aériennes françaises libres (FAFL) et fonde les auxiliaires féminines. Elle sera la seule femme à atteindre le grade de commandante.

# DES FEMMES DE L'AIR

4

Josephine Baker est née le 3 juin 1906 à St Louis, aux États-Unis. Danseuse de renommée, elle connaît un immense succès à Paris et à travers l'Europe dans les années 1920 avec *La Revue nègre* au théâtre des Champs-Élysées. Devenue une icône des mouvements dadaïste et cubiste, elle utilise sa notoriété pour combattre le racisme durant l'entre-deux-guerres. Ayant adopté la nationalité française en 1937, en signe de gratitude envers son pays d'accueil, elle met sa célébrité au service de la France dès le début de la Seconde Guerre mondiale, donnant à sa célèbre chanson *J'ai deux amours* une portée patriotique. Après la défaite, elle rejoint la France libre en tant qu'agent de renseignement et s'engage activement auprès de l'armée pour soutenir le moral des soldats. Après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, elle est nommée sous-lieutenant dans l'armée de l'air en mai 1944. À la Libération, elle est décorée de la Légion d'honneur et de la médaille de la Résistance avec rosette. Après la guerre, Josephine Baker consacre sa vie à la lutte contre toutes les formes d'intolérance. Elle s'éteint le 12 avril 1975, recevant des honneurs militaires lors de ses funérailles. En reconnaissance de son engagement, elle est solennellement inhumée au Panthéon le 30 novembre 2021.



Josephine Baker, photographiée au Sud-Est de France, 1944.

**Josephine BAKER (1906-1975)**  
« Huit « combattantes », aviation et information



Le commandement des Forces armées françaises en Afrique du Nord, 1943.



Le pilote française Maryse Bastié, photographée, 1911.

Pionnières de l'aviation et héroïnes de la Résistance, ces femmes ont marqué l'histoire par leur engagement en tant que pilotes, résistantes et militantes pour la liberté pendant la Seconde Guerre mondiale. **Élisabeth Boselli (1914-2005)** est la première femme pilote de chasse de l'armée de l'air. Elle s'engage en 1939 pour convoyer des avions vers le front.

Elle intègre le Corps féminin de pilotes auxiliaires (CFPA) en 1940, et devient membre des Forces féminines de l'air (FFA) en 1944.

**Maryse Hilz (1901-1946)**, aviatrice reconnue et parachutiste depuis 1922, s'engage dans l'armée de l'air en 1939, et devient sous-lieutenant au CFPA en 1940. Après la défaite française, elle rejoint la Résistance en intégrant le corps de pilotes militaires féminins. **Claire Chambeaud (1906-1941)**, infirmière, obtient son brevet de pilote en 1932 et s'engage dans l'armée de l'air en 1939. Elle est capturée par l'ennemi, mais réussit à s'évader. Elle reprend son activité d'infirmière au service des prisonniers de guerre et meurt dans un accident d'avion de ligne en août 1941. **Yvonne Rudellat (1897-1945)**, d'origine franco-anglaise, est recrutée par le Special Operations Executive (SOE) et devient la première agente à être parachutée en France en juillet 1942. **Odette Sansom (1912-1995)** est formée, en 1942, pour infiltrer des réseaux de sabotage en France. Elle débarque clandestinement près de Cassis, mais est arrêtée en 1943 par les forces italiennes. Elle est emprisonnée et torturée. Elle est transférée à Ravensbrück et libérée le 3 mai 1945. **Yvette Lebas (1898-1966)**, grand reporter, adhère au comité Franco-Forever et intervient à la radio Voice of America. En 1944, elle s'engage dans les Forces navales françaises libres (FNFL) en tant qu'officière des services féminins de la Flotte, dont elle crée et commande la section d'Alger. **Maryse Bastié (1898-1952)**, aviatrice détentrice de nombreux records, s'engage dans l'armée de l'air en 1939 pour convoyer des avions vers le front, infirmière de la Croix-Rouge française et résistante au sein du réseau Darius, elle intègre en 1944 le corps des pilotes militaires féminins. **Alla Dumesnil (1913-1990)**, née à Saint-Petersbourg, rejoint les Forces aériennes françaises libres (FAFL).



Sept membres des Forces armées françaises libres (FAFL) à l'aéroport de Saint-Petersbourg, 1943.

« J'ai deux amours, mon pays et Paris. »

Josephine Baker, 1930

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
DES FEMMES DE L'AVIATION ET DE L'INFORMATION



# DES FEMMES À LA TÊTE DE RÉSEAUX

## Marie-Madeleine FOURCADE (1909-1989)

Marie-Madeleine Fourcade, née le 8 novembre 1909, fait partie des rares femmes françaises à avoir dirigé un réseau de résistance. Avant la guerre, elle exerce comme journaliste et, en 1936, elle est secrétaire de rédaction pour le groupe de publications de la droite nationaliste dirigée par Georges Loustaunau-Lacau. En 1941, elle l'accompagne dans la création du réseau Alliance, soutenu par l'Intelligence Service britannique (SIS). Après l'arrestation de ce dernier en mai 1941, elle prend la direction du réseau et organise, le 4 novembre 1942, l'évasion clandestine du général Giraud juste avant le débarquement allié à Alger. Arrêtée le 10 novembre 1942, elle réussit à s'évader pour rejoindre Londres, d'où elle continue à diriger Alliance. Après la guerre, elle se consacre à la gestion du mémorial du réseau, honorant les 483 membres morts. En 1960, elle devient vice-présidente de l'Association nationale des médaillés de la Résistance ainsi que de la Fédération des réseaux de la France combattante, et elle occupe également ce poste au sein de l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation. Son dernier engagement public intervient en 1987 lorsqu'elle témoigne au procès de Klaus Barbie à Lyon.

## Jeannine PICABIA (1913-1977)

Gabrielle Cécile Martinez Picabia, dite Jeannine Picabia, née le 19 juillet 1913 à Saint-Cloud. Fille du peintre Francis Picabia, elle devient infirmière à la Croix-Rouge et est affectée au sanitaire du 19<sup>e</sup> régiment du Train à Metz de mars à mai 1940, puis à la section de Châteauroux jusqu'en décembre 1940. Elle participe au ravitaillement des camps de prisonniers de Bordeaux et de Bretagne. Dès novembre 1940, elle coopère avec le SIS, qui la charge de collecter des renseignements navals dans la région de Cherbourg. En janvier 1941, sur instruction de Londres, elle fonde et dirige le réseau Gloria SMH, devenant ainsi l'une des rares femmes à la tête d'un réseau de résistance. Recherchée par la police allemande à la suite d'une trahison, elle parvient à passer en Espagne le 25 décembre 1942 et gagne Londres en mars 1943, où elle s'engage dans la section féminine des Forces françaises libres. Jeannine Picabia est l'une des deux premières femmes françaises à être récompensée de la Médaille de la Résistance française par décret du 12 mai 1943.

# DES FEMMES À LA TÊTE DE RÉSEAUX

Marie-Madeleine Fourcade, née le 8 novembre 1909, fait partie des rares femmes françaises à avoir dirigé un réseau de résistance. Avant la guerre, elle œuvre comme journaliste et, en 1936, elle est secrétaire de rédaction pour le groupe de publications de la droite nationale dirigé par Georges Lounsbrouau Lacau. En 1941, elle l'accompagne dans la création du réseau Alliance, soutenu par l'Intelligence Service britannique (ISB). Après l'arrestation de ce dernier en mai 1941, elle prend la direction du réseau et organise, le 4 novembre 1942, l'évasion clandestine du général Giraud juste avant le débarquement allié à Alger. Arrêtée le 10 novembre 1942, elle réussit à s'évader pour rejoindre Londres, d'où elle continue à diriger Alliance. Après la guerre, elle se consacre à la gestion du mémorial du réseau, honorant les 483 membres morts. En 1960, elle devient vice-présidente de l'Association nationale des médaillés de la Résistance ainsi que de la Fédération des réseaux de la France combattante, et elle occupe également ce poste au sein de l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation. Son dernier engagement public intervient en 1997 lorsqu'elle témoigne au procès de Klaus Barbie à Lyon.



Marie-Madeleine Fourcade, photographée en 1944



Médaille de la Résistance et Médaille de la France combattante, attribuées à Marie-Madeleine Fourcade en 1945.

**Marie-Madeleine FOURCADE (1909-1989)**  
**Jeannine PICABIA (1913-1977)**



« Elles ont suivi de Gaulle. Histoire de la Seconde Guerre mondiale. Michèle Auzanet, Les Éditions du Seuil de Sécurité Interdit, [Paris], 2000.

Gabrielle Cécile Martinez Picabia, dite Jeannine Picabia, née le 19 juillet 1913 à Saint-Cloud. Fille du peintre Francis Picabia, elle devient infirmière à la Croix-Rouge et est affectée au sanitaire du 19<sup>e</sup> régiment du Train à Metz de mars à mai 1940, puis à la section de Châteauneuf jusque fin décembre 1940. Elle participe au ravitaillement des camps de prisonniers de Bordeaux et de Bretagne. Dès novembre 1940, elle coopère avec le SIS, qui lui confie le rôle de collecter des renseignements navals dans la région de Cherbourg. En janvier 1941, sur instruction de Londres, elle fonde et dirige le réseau Gloria SMH, devenant ainsi l'une des rares femmes à la tête d'un réseau de résistance. Recherchée par la police allemande à la suite d'une trahison, elle parvient à passer en Espagne le 25 décembre 1942 et gagne Londres en mars 1943, où elle s'engage dans la section féminine des Forces françaises libres. Jeannine Picabia est l'une des deux premières femmes françaises à être récompensée de la Médaille de la Résistance française par décret du 12 mai 1943.



Jeannine Picabia, photographée en 1943.

« Je voudrais que l'on ne les oublie pas et qu'on comprît surtout quelle était la divine flamme qui les animait. »

Marie-Madeleine Fourcade, 1966

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
 Du musée de la Résistance française de Caen



# LE RÉSEAU DU MUSÉE DE L'HOMME

## Germaine TILLION (1907-2008)

Germaine Tillion, née le 30 mai 1907, a été une figure avant-gardiste. Après avoir obtenu son diplôme d'ethnologie, elle réalise une mission scientifique de six ans dans les Aurès, en Algérie. De retour en France en juin 1940, elle refuse de se soumettre à l'Armistice et rejoint la Résistance. Elle s'engage dans un groupe d'aide aux prisonniers de guerre, en particulier les prisonniers coloniaux, et établit des connexions entre plusieurs réseaux, notamment celui du Musée de l'Homme, tout en rassemblant des renseignements. Lorsque la majorité des membres de son groupe est emprisonnée, elle en prend la tête. Arrêtée en 1942 alors qu'elle préparait l'évasion d'un résistant, elle est déportée à Ravensbrück en 1943. Après la guerre, dès 1946, elle milite contre les camps de concentration, puis en 1954, elle part en mission officielle en Algérie, où la guerre vient de commencer, pour étudier la condition des civils. Elle y crée des structures sociales pour combattre la pauvreté et dénonce la pratique de la torture. Elle s'engage aussi dans la lutte contre l'esclavage contemporain. Germaine Tillion s'est éteinte en 2008, après avoir consacré sa vie à défendre l'égalité entre les peuples. En mai 2015, elle est inhumée au Panthéon, hommage à son parcours de vie exemplaire et à son engagement.

## Yvonne ODDON (1902-1982)

Yvonne Oddon, née en 1902 à Gap, est une figure marquante de la bibliothéconomie française et de la Résistance. Bibliothécaire au Musée d'ethnographie du Trocadéro, elle joue un rôle clé dans la modernisation des bibliothèques françaises, soutenant l'adoption de normes américaines d'organisation. Dès 1940, elle se distingue comme résistante en choisissant de rester au Musée de l'Homme malgré l'occupation allemande. Elle protège les collections et organise des envois de livres et vêtements aux soldats prisonniers. Elle fonde avec Boris Vildé et Anatole Lewitsky le réseau du Musée de l'Homme, l'un des premiers réseaux de résistance en France. Elle contribue également au lancement du journal clandestin *Résistance* et participe aux réunions secrètes avec Germaine Tillion. Arrêtée sur dénonciation par la Gestapo en 1941, elle est condamnée à mort en 1942, tout comme neuf de ses camarades du réseau. Sa peine est finalement commuée en déportation et elle est envoyée au camp de Ravensbrück puis à celui de Mauthausen. Libérée en 1945 par l'Armée soviétique, Yvonne Oddon revient au Musée de l'Homme en 1946.

# LE RÉSEAU DU MUSÉE DE L'HOMME

6

Germaine Tillion, née le 30 mai 1907, a été une figure avant-gardiste. Après avoir obtenu son diplôme d'ethnologie, elle réalise une mission scientifique de six ans dans les Aurès, en Algérie. De retour en France en juin 1940, elle refuse de se soumettre à l'Armistice et rejoint la Résistance. Elle s'engage dans un groupe d'aide aux prisonniers de guerre, en particulier les prisonniers coloniaux, et établit des connexions entre plusieurs réseaux, notamment celui du Musée de l'Homme, tout en rassemblant des renseignements. Lorsque la majorité des membres de son groupe est emprisonnée, elle en prend la tête. Arrêtée en 1942 à Paris où elle préparait l'évasion d'un résistant, elle est déportée à Ravensbrück en 1943. Après la guerre, des 1946, elle milite contre les camps de concentration, puis en 1954, elle part en mission officielle en Algérie, où la guerre vient de commencer, pour étudier la condition des civils. Elle y crée des structures sociales pour combattre la pauvreté et dénonce la pratique de la torture. Elle s'engage aussi dans la lutte contre l'esclavage contemporain. Germaine Tillion s'est éteinte en 2008, après avoir consacré sa vie à défendre l'égalité entre les peuples. En mai 2015, elle est inhumée au Panthéon, hommage à son parcours de vie exemplaire et à son engagement.



Germaine Tillion  
Musée de l'Homme,  
Paris, le 2008



Prisonniers de guerre allemands  
déportés dans les Aurès  
(Algérie), photographié en 1943



Thérèse Boyère et Pierre Bernot-Saléfian  
dans le laboratoire de musée du Trocadéro  
Paris, photographie de Yvonne Oddon, 1950.

**Germaine TILLION (1907-2008)**  
**Yvonne ODDON (1902-1982)**

Yvonne Oddon, née en 1902 à Gap, est une figure marquante de la bibliothéconomie française et de la Résistance. Bibliothécaire au Musée d'ethnologie du Trocadéro, elle joue un rôle clé dans la modernisation des bibliothèques françaises, soutenant la modernisation des normes américaines d'organisation. Dès 1940, elle se distingue comme résistante en choisissant de rester au Musée de l'Homme malgré l'occupation allemande. Elle protège les collections et organise des envois de livres et vêtements aux soldats prisonniers. Elle fonde avec Boris Vildé et Anatole Lewitsky le réseau du Musée de l'Homme, l'un des premiers réseaux de résistance en France. Elle contribue également au lancement du journal clandestin *Résistance* et participe aux réunions secrètes avec Germaine Tillion. Arrêtée sur dénonciation par la Gestapo en 1941, elle est condamnée à mort en 1942, tout comme neuf de ses camarades du réseau. Sa peine est finalement commuée en déportation et elle est envoyée au camp de Ravensbrück puis à celui de Mauthausen. Libérée en 1945 par l'Armée soviétique, Yvonne Oddon revient au Musée de l'Homme en 1946.



Yvonne Oddon,  
ethnologues de  
Musée de l'Homme  
(France), non datée

« Si j'ai survécu, je le dois d'abord et  
à coup sûr au hasard, ensuite à la colère,  
à la volonté de dévoiler ces crimes et,  
enfin, à une coalition de l'amitié... »

Germaine Tillion, 1944

**RÉSISTANTES  
& COMBATTANTES**  
du musée de l'Homme et du Trocadéro



# NÉES AILLEURS ET ENGAGÉES POUR LA FRANCE

## Anna MARLY (1917-2006)

Anna Marly naît en Russie le 30 octobre 1917, au cœur de la Révolution russe. Exilée en France avec sa famille dans les années 1920, elle débute une carrière de danseuse au sein des ballets russes avant de devenir chanteuse dans les cabarets parisiens. En mai 1940, face à l'exode, elle quitte la France pour Londres où elle s'engage comme cantinière dans les Forces françaises libres. C'est là qu'elle compose à la guitare la mélodie du *Chant des partisans*, dont les paroles sont écrites par Joseph Kessel et son neveu Maurice Druon. Rapidement, cette chanson devient l'hymne de la Résistance française, incarnant la volonté d'un peuple refusant la défaite et prêt à se battre. Utilisé comme signature sonore de l'émission de la BBC *Honneur et Patrie* et comme signal secret dans les maquis, le *Chant des partisans* connaît une portée internationale. Après la guerre, Anna Marly voyage avant de s'établir aux États-Unis. Le 18 juin 2000, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'appel du 18 juin, elle revient en France pour interpréter ce chant à l'église de la Madeleine. Sa musique demeure à jamais le symbole de cette période de combat.

## Neuf espionnes étrangères au service de la Libération

Ces espionnes, d'origine étrangère, se sont distinguées pendant la Seconde Guerre mondiale en servant la Résistance en France, contre l'occupation nazie et Vichy. Issues de divers pays, elles ont mené des missions de sabotage, d'espionnage, de transmission radio et de soutien logistique.

**Cristina Boïco (1916-2002)**, roumaine, est une militante communiste et résistante. Arrivée en France en 1938, elle rejoint les FTP-MOI en 1942. Elle participe à des actions armées, notamment l'assassinat du général SS Julius Ritter en 1943. Elle termine la guerre comme lieutenant des Forces françaises de l'intérieur (FFI). **Yvonne Cormeau (1909-1997)**, belgo-écossaise, est une des 41 femmes agentes du SOE envoyées en France pendant l'Occupation. Parachutée en août 1943, elle rejoint le réseau Wheelwright, dirigé par George R. Starr, dans le Gers comme opératrice radio.

**Anne-Marie Walters (1923-1998)**, née à Genève, est une agente du SOE travaillant pour le réseau Wheelwright. Elle est parachutée en France en janvier 1944, où elle agit comme agente de liaison. **Dorothy Leyton (1903-1997)**, née aux États-Unis, est une actrice connue sous le nom de Drue Leyton. En 1938, elle épouse un officier de liaison français et s'installe à Paris. Après la mort de son mari, résistant en Syrie, en 1941, elle décide de rester en France et utilise sa ferme à Barbizon pour cacher des membres de la Résistance et des soldats. **Nancy Wake (1912-2011)** est la femme la plus décorée de la Seconde Guerre mondiale. Australienne, elle devient infirmière et journaliste, s'opposant au nazisme. Recrutée par le SOE, elle est parachutée en France en 1944 pour renforcer le maquis.

**Susan Travers (1909-2003)**, britannique, est la seule femme à avoir servi dans la Légion étrangère française. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle est chauffeuse du général Koenig et participe à la défense de Bir Hakeim, où elle se distingue par son courage en conduisant le général à travers un champ de mines sous le feu ennemi. **Noreen Riols (1926-2025)**, britannique née à Malte, rejoint le Women's Royal Naval Service (WRNS) avant d'être intégrée au SOE en raison de sa maîtrise du français. Elle participe à l'entraînement d'agents secrets et à la formation de résistants.

**Lise Graf (née en 1922)**, alsacienne de nationalité française et allemande, travaille pour l'OSS américain en communiquant les emplacements des défenses allemandes. Arrêtée par les Allemands en mars 1943, elle est condamnée à sept ans de travaux forcés en 1944, avant d'être libérée en 1945. **Noor Inayat Khan (1914-1944)**, née à Moscou, déménage en France avec sa famille après la Révolution russe. Après avoir travaillé comme infirmière, elle rejoint la Women's Auxiliary Air Force (WAAF) en 1941, avant d'être recrutée par le SOE en 1943.

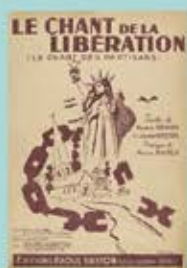
# NÉES AILLEURS ET ENGAGÉES POUR LA FRANCE

7

Anna Marly naît en Russie le 30 octobre 1917, au cœur de la Révolution russe. Exilée en France avec sa famille dans les années 1920, elle débute une carrière de danseuse au sein des ballets russes avant de devenir chanteuse dans les cabarets parisiens. En mai 1940, face à l'exode, elle quitte la France pour Londres où elle s'engage comme cantinière dans les Forces françaises libres. C'est là qu'elle compose à la guitare la mélodie du *Chant des partisans*, dont les paroles sont écrites par Joseph Kessel et son neveu Maurice Druon. Rapidement, cette chanson devient l'hymne de la Résistance française, incarnant le volonté d'un peuple refusant la défaite et prêt à se battre. Utilisé comme signature sonore de l'émission de la BBC *Jeuneur et Patrie* et comme signal secret dans les réseaux, le *Chant des partisans* connaît une portée internationale. Après la guerre, Anna Marly voyage avant de s'établir aux États-Unis. Le 18 juin 2000, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'appel du 18 juin, elle revient en France pour interpréter ce chant à l'église de la Madeleine. Sa musique demeure à jamais le symbole de cette période de combat.



Anna Marly, chanteuse et guitariste, 1943



Le Chant de la Libération de Chant des Partisans (1943), CD

**Neuf espionnes étrangères au service de la Libération**  
**Anna MARLY (1917-2006)**



Noor Inayat Khan, photographie, 1943

Ces espionnes, d'origine étrangère, se sont distinguées pendant la Seconde Guerre mondiale en servant la Résistance en France, contre l'occupation nazie et Vichy. Issues de divers pays, elles ont mené des missions de sabotage, d'espionnage, de transmission radio et de soutien logistique. **Cristina Boico (1916-2002)**, roumaine, est une militante communiste et résistante. Arrivée en France en 1938, elle rejoint les FTP-MOI en 1942. Elle participe à des actions armées, notamment l'assassinat du général SS Julius Ritter en 1943. Elle termine la guerre comme lieutenant des Forces françaises de l'intérieur (FFI). **Yvonne Corneau (1909-1997)**, belge-écossaise, est une des 41 femmes agentes du SOE envoyées en France pendant l'Occupation (parachutée en août 1944), elle rejoint le réseau Whoehight, dirigé par George II. Starr, dans le Gers comme opératrice radio. **Anne-Marie Walters (1923-1990)**, née à Genève, est une agente du SOE travaillant pour le réseau Wheelwright. Elle est parachutée en France en janvier 1944, où elle agit comme agente de liaison. **Dorothy Leyton (1903-1997)**, née aux États-Unis, est une actrice connue sous le nom de Drua Leyton. En 1938, elle épouse un officier de liaison français et s'installe à Paris. Après la mort de son mari, résistant en Syrie, en 1941, elle décide de rester en France et utilise sa forme à Barbizon pour cacher des membres de la Résistance et des soldats. **Nancy Wake (1912-2000)** est la femme la plus décorée de la Seconde Guerre mondiale. Australienne, elle devient infirmière et journaliste, s'opposant au nazisme. Recrutée par le SOE, elle est parachutée en France en 1944 pour renforcer le maquis. **Susan Travers (1909-2003)**, britannique, est la seule femme à avoir rejoint le général Koenig et participe à la défense de Bir Hakeim, où elle se distingue par son courage en conduisant le général à travers un champ de mines sous le feu ennemi. **Norwen Riola (1926-2025)**, britannique née à Malte, rejoint le Women's Royal Naval Service (WRNS) avant d'être intégrée au SOE en raison de sa maîtrise du français. Elle participe à l'entraînement d'agents secrets et à la formation de résistants. **Lise Graf (née en 1922)**, alsacienne de nationalité française et à la formation de résistants. américaine en communiquant les emplacements des défenses allemandes, travaille pour FOSS en Allemagne en mars 1943, elle est condamnée à sept ans de travaux forcés. Arrêtée par les Allemands en 1945. **Noor Inayat Khan (1914-1944)**, née à Moscou, démissionnaire en France avec sa famille après la Révolution russe. Après avoir travaillé comme infirmière, elle rejoint la Women's Auxiliary Air Force (WAAF) en 1941, avant d'être recrutée par le SOE en 1943.

« Ohé ! Partisans, ouvriers et paysans,  
 c'est l'alarme ! Ce soir l'ennemi connaîtra  
 le prix du sang et des larmes. »

Le Chant des partisans, 1943

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
 Du musée de la Résistance nationale de Caen



# RÉSISTANCE ET ANTIFASCISME

## Danielle CASANOVA (1909-1943)

Danielle Casanova, née Vincentella Perini le 9 janvier 1909 à Ajaccio en Corse, entreprend des études dentaires à Paris avant de s'engager très jeune dans l'Union fédérale des étudiants. Adhérente aux Jeunesses communistes dès 1928, elle rencontre et épouse Laurent Casanova en 1933. Très active dans les cercles communistes parisiens, elle crée en 1936 l'Union des jeunes filles de France, mouvement antifasciste. Lorsque le Parti communiste français est interdit en septembre 1939, elle entre dans la clandestinité, où elle s'attache d'abord à rétablir les liens entre militants et dirigeants du PCF. Dès 1941, elle contribue à organiser une structure armée et des comités féminins pour protester contre les restrictions. Arrêtée le 15 février 1942, elle passe plusieurs mois à la prison de la Santé sans renoncer à son engagement. Déportée à Auschwitz-Birkenau le 24 janvier 1943 avec plus de 200 femmes, elle assure un temps les soins médicaux dans son block et crée des liens avec la Résistance clandestine, avant de succomber au typhus le 9 mai 1943.

## Neus CATALÀ i PALLEJÀ (1915-2019)

Neus Català i Pallejà, née le 6 octobre 1915 en Catalogne, est une figure emblématique de la lutte antifasciste espagnole. Infirmière de formation, elle s'engage dès la guerre civile espagnole aux côtés des Républicains. Après leur défaite en 1939, elle se réfugie en France, puis elle rejoint la Résistance. En tant qu'agente de liaison, ses missions consistent à livrer des messages et transporter des armes. Sa maison sert de lieu de rencontre aux groupes de résistants vivant dans le maquis et aux déserteurs du Service du travail obligatoire (STO). En 1944, elle est arrêtée par la Gestapo à Limoges et subit de terribles tortures avant d'être déportée au camp de Ravensbrück. Durant sa déportation, elle s'illustre par sa solidarité avec les autres prisonnières et sa participation à des actes de résistance clandestins au sein du camp. Libérée en 1945, elle ne cesse de lutter contre les régimes oppressifs. De retour en Espagne, Neus Català i Pallejà poursuit son combat contre la dictature franquiste, notamment à travers des activités clandestines et son engagement politique. Jusqu'à sa mort en 2019, à l'âge de 103 ans, elle témoigne inlassablement des horreurs du nazisme et du franquisme, rappelant l'importance de la mémoire et de la résistance face à la barbarie. Figure de courage et de résilience, elle laisse un héritage puissant dans la lutte pour la liberté et la justice.

# RÉSISTANCE ET ANTIFASCISME

8

Danielle Casanova, née Vincetella Perini le 9 janvier 1909 à Ajaccio en Corse, reprend des études dentaires à Paris avant de s'engager très jeune dans l'Union fédérale des étudiants. Adhérente aux Jeunesses communistes dès 1928, elle rencontre et épouse Laurent Casanova en 1933. Très active dans les cercles communistes parisiens, elle crée en 1936 l'Union des jeunes filles de France, mouvement antifasciste. Lorsque le Parti communiste français est interdit en septembre 1939, elle entre dans le clandestin, où elle s'attache d'abord à rétablir les liens entre militants et dirigeants du PCF. Dès 1941, elle contribue à organiser une structure armée et des comités féminins pour protester contre les restrictions. Arrêtée le 15 février 1942, elle passe plusieurs mois à la prison de la Santé sans renoncer à son engagement. Déportée à Auschwitz-Birkenau le 24 janvier 1943 avec plus de 200 femmes, elle assure un temps les soins médicaux dans son block et crée des liens avec la Résistance clandestine, avant de succomber au typhus le 9 mai 1943.



Danielle Casanova, photo/photographie, 1939



Danielle Casanova à la cérémonie commémorative de la Résistance à la Santé (Paris), photo/photographie, 1943

**Danielle CASANOVA (1909-1943)**  
**Neus CATALÀ I PALLEJÀ (1915-2019)**



Dans le camp de concentration pour femmes (Auschwitz-Birkenau), photo/photographie, 1943

Neus Català i Pallejà, née le 6 octobre 1915 en Catalogne, est une figure emblématique de la lutte antifasciste espagnole. Infirmière de formation, elle s'engage dès la guerre civile espagnole aux côtés des Républicains. Après leur défaite en 1939, elle se réfugie en France, puis elle rejoint la Résistance. En tant qu'agent de liaison, ses missions consistent à livrer des messages et transporter des armes. Sa maison sert de lieu de rencontre aux groupes de résistants vivant dans le maquis et aux déportés du Service du travail obligatoire (STO). En 1944, elle est arrêtée par la Gestapo à Limoges et subit de terribles tortures avant d'être déportée au camp de Ravensbrück. Durant sa déportation, elle s'illustre par sa solidarité avec les autres prisonnières et sa participation à des actes de résistance clandestins au sein du camp. Libérée en 1945, elle ne cesse de lutter contre les régimes oppressifs. De retour en Espagne, Neus Català i Pallejà poursuit son combat contre la dictature franquiste, notamment à travers des activités clandestines et son engagement politique. Jusqu'à sa mort en 2019, à l'âge de 103 ans, elle témoigne inlassablement des horreurs du nazisme et du franquisme, rappelant l'importance de la mémoire et de la résistance face à la barbarie. Figure de courage et de résilience, elle laisse un héritage puissant dans la lutte pour la liberté et la justice.



Neus Català i Pallejà en tenue de déportée (France), photo/photographie, 1943

« Ils ont voulu l'anéantir, ils l'ont rendue immortelle. »

Cérémonie commémorative à la mémoire de Danielle Casanova, 1945

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
 Du musée de la Résistance française à la Haute-Normandie



# LES VISAGES MULTIPLES DE LA RÉSISTANCE

## Élise RIVET (1890-1945)

Née le 19 janvier 1890 à Draria, en Algérie, Élise Rivet est la fille d'un officier français. Elle entre en 1912 au couvent Notre-Dame-de-la-Compassion à Lyon et y prend le nom de mère Marie Élisabeth en 1920. En 1933, elle en devient la mère supérieure. Après la débâcle de juin 1940, elle engage le couvent dans la Résistance en y abritant des réfugiés et en y cachant des armes et du matériel pour les Mouvements unis de la Résistance et le réseau Ajax. En lien avec le cardinal Gerlier, elle contribue en 1941 au sauvetage de nombreux enfants juifs. Dénoncée, elle est arrêtée le 25 mars 1944 avec mère Marie Jésus et conduite au siège de la Gestapo rue Berthelot, avant d'être emprisonnée pendant trois mois à Montluc. Déportée à Sarrebruck le 14 juillet 1944, puis transférée à Ravensbrück, elle y subit les travaux forcés. Malgré les conditions, elle maintient un contact discret avec une autre religieuse, ce qui lui permet de suivre les nouvelles du front et de les transmettre aux autres détenues. Le 30 mars 1945, elle est menée à la chambre à gaz. En 1997, elle est reconnue Juste parmi les nations.

## Véra BOLENSKY (1911-1944)

Véra Makaroff, née le 24 juin 1911 à Moscou en Russie, est issue d'une famille de l'aristocratie russe réfugiée en France en 1920. Mariée à un prince russe installé à Nice, elle travaille comme mannequin dans des maisons de couture russes avant de devenir la secrétaire de l'industriel Jacques Arthuys à Paris. Elle rejoint la Résistance dès décembre 1940 au sein du réseau fondé par ce dernier, l'Équipe française d'organisation du redressement (EFOR), également appelé Groupe de la rue de Logelbach. Connue sous le pseudonyme de « Vicky », elle poursuit son engagement après l'arrestation d'Arthuys le 21 décembre 1941, en intégrant l'Organisation civile et militaire (OCM), issue de la fusion de plusieurs réseaux, où elle est nommée secrétaire. Arrêtée par la police allemande en décembre 1943, elle garde le silence malgré la torture. Condamnée à mort à Paris, elle est déportée en Allemagne et exécutée par guillotine le 4 août 1944 à la prison de Plötzensee, à Berlin. Reconnue morte pour la France, elle est honorée à titre posthume de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre 1939-1945.

# LES VISAGES MULTIPLES DE LA RÉSISTANCE

9

Née le 19 janvier 1890 à Oran, en Algérie, Elise Rivet est la fille d'un officier français. Elle entre en 1902 au couvent Notre-Dame-de-la-Compassion à Lyon et y prend le nom de mère Marie-Élisabeth en 1920. En 1933, elle en devient la mère supérieure. Après la débâcle de juin 1940, elle engage le couvent dans la Résistance en y abritant des réfugiés et en y cachant des armes et du matériel pour les Mouvements unis de la Résistance et le réseau Ajax. En lien avec le cardinal Gerlier, elle contribue en 1941 au sauvetage de nombreux enfants juifs. Dénoncée, elle est arrêtée le 25 mars 1944 avec mère Marie-Jésus et conduite au siège de la Gestapo rue Bertholot, avant d'être emprisonnée pendant trois mois à Montluc. Déportée à Sobibor le 14 juillet 1944, puis transférée à Ravensbrück, elle y subit les travaux forcés. Malgré les conditions, elle maintient un contact discret avec une autre religieuse, ce qui lui permet de suivre les nouvelles du front et de les transmettre aux autres détenues. Le 30 mars 1945, elle est menée à la chambre à gaz. En 1997, elle est reconnue Juste parmi les Nations.



Elise Rivet, photographée, 1939



Un Ordre de la Résistance (1944) et l'Ordre de la Libération (1945) de la Résistance.

**Élise RIVET (1890-1945)**



OCM (Organisation civile et militaire), logo du Mouvement de la Résistance, c. 1940

**Véra OBOLENSKY (1911-1944)**

Véra Mskarovitch, née le 24 juin 1911 à Moscou en Russie, est issue d'une famille de l'aristocratie russe réfugiée en France en 1920. Mariée à un prince russe installé à Nice, elle travaille comme mannequin dans des maisons de couture russes avant de devenir la secrétaire de l'industriel Jacques Arthuis à Paris. Elle rejoint la Résistance dès décembre 1940 au sein du réseau fondé



Véra Obolensky, photographie, non datée

par ce dernier, l'Équipe française d'organisation du redressement (EFOR), également appelé Groupe de la rue de Logelbach. Connue sous le pseudonyme de « Vicky », elle poursuit son engagement après l'arrestation d'Arthuis le 23 décembre 1941, en intégrant l'Organisation civile et militaire (OCM), issue de la fusion de plusieurs réseaux, où elle est nommée secrétaire. Arrêtée par la police allemande en décembre 1943, elle garde le silence malgré la torture. Condamnée à mort à Paris, elle est déportée en Allemagne et exécutée par guillotine le 4 août 1944 à la prison de Plötzensee, à Berlin. Reconnue morte pour la France, elle est honorée à titre posthume de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre 1939-1945.

« La souffrance dans le cœur, le sourire sur les lèvres. »

Devise d'Elise Rivet

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
du Centre de la Résistance et de la Déportation



# AMBULANCIÈRES ET INFIRMIÈRES

## Florence CONRAD (1886-1966)

Née le 20 février 1886 aux États-Unis, Florence Conrad est une militante franco-américaine, issue d'un milieu intellectuel et artistique. Alors installée à Paris, elle s'engage comme infirmière volontaire pendant la Première Guerre mondiale en 1917. Lors de la campagne de France en 1939-1940, elle reprend du service en tant qu'infirmière. En 1943, alors qu'elle est à New York, elle recrute de jeunes volontaires françaises et fonde une unité d'ambulancières-infirmières, le groupe Rochambeau. En septembre 1943, elle débarque au Maroc avec ce groupe, surnommé les « Rochambelles ». Déterminée, elle convainc le général Leclerc de les intégrer à la 2<sup>e</sup> DB. Elles débarquent en Normandie en août 1944 et participent à la Libération de Paris. Florence Conrad incarne la force et le courage des femmes engagées dans les combats de la liberté. Elle décède en 1966, laissant un héritage marqué par son engagement en temps de guerre et son rôle dans la Libération de la France.

## Huit « Rochambelles » et « Marinettes »

Ambulancières et combattantes, ces femmes extraordinaires ont joué un rôle crucial durant la Seconde Guerre mondiale en tant qu'ambulancières ou infirmières, souvent au sein du groupe Rochambeau ou de la 2<sup>e</sup> DB, sous le commandement du général Leclerc. **Suzanne Torrès (1907-1977)**, volontaire de la Croix-Rouge, participe à la création du groupe d'ambulancières Rochambeau, qui débarque à Utah Beach en 1944. Elle combat en Normandie, prend part à la Libération de Paris et aux opérations en Allemagne. **Rosette Peschaud (1920-2015)**, ambulancière du groupe Rochambeau, participe à la Libération de la France en 1944 et à la campagne d'Allemagne. Très engagée dans la préservation de la mémoire de la 2<sup>e</sup> DB, elle occupe ensuite le poste de secrétaire générale de la fondation Maréchal-Leclerc-de-Hauteclocque. **Édith Vézy (1910-2013)**, infirmière du groupe Rochambeau, prend part aux campagnes de Normandie et d'Allemagne, au volant de son ambulance surnommée « Gargamelle ». **Jacqueline Carsignol (1913-1996)**, infirmière de la Croix-Rouge sur le bateau-hôpital *Canada* jusqu'en 1942, s'engage ensuite dans les Services féminins de la flotte (SFF). En 1944, au Maroc, elle recrute et forme une équipe de neuf ambulancières, surnommées les « Marinettes », qu'elle commande en tant qu'enseigne de vaisseau. Intégrées à la 2<sup>e</sup> DB, elles participent aux campagnes en Normandie et en Bavière. **Cécile de Jerphanion (1914-2008)**, dite « Jerpha », infirmière embarquée sur le *Canada*, rejoint à son tour les SFF. Elle obtient le grade d'aspirante, puis celui d'enseigne de vaisseau. **Monique Bardet (1924-2010)**, infirmière au sein du SFF, participe à plusieurs batailles de la Seconde Guerre mondiale, notamment en Normandie et pour la Libération de Paris. **Ève Curie (1904-2007)**, fille de Pierre et Marie Curie, sert dans la France libre comme ambulancière et participe à des opérations militaires en Italie et en Provence. **Marie-Alphonsine Loretti (1915-1944)**, ambulancière volontaire en Algérie et en Italie au sein des « Chaufferettes », trouve la mort en février 1944 lors d'une mission de secours pendant la campagne d'Italie. Elle est la première ambulancière tuée lors de cette campagne.

# AMBULANCIÈRES ET INFIRMIÈRES

10

Née le 20 février 1886 aux États-Unis, Florence Conrad est une militante franco-américaine, issue d'un milieu intellectuel et artistique. Alors installée à Paris, elle s'engage comme infirmière volontaire pendant la Première Guerre mondiale en 1917. Lors de la campagne de France en 1939-1940, elle reprend du service en tant qu'infirmière. En 1943, alors qu'elle est à New York, elle recrute de jeunes volontaires français et fonde une unité d'ambulancières-infirmières, le groupe Rochambeau. En septembre 1943, elle débarque au Maroc avec ce groupe, surnommé les « Rochambelles ». Déterminée, elle convainc le général Leclerc de les intégrer à la 2<sup>e</sup> DB. Elles débarquent en Normandie en août 1944 et participent à la Libération de Paris. Florence Conrad incarne la force et le courage des femmes engagées dans les combats de la liberté. Elle décède en 1966, laissant un héritage marqué par son engagement en temps de guerre et son rôle dans la Libération de la France.



Florence Conrad  
à Fontainebleau  
(photogramme, 1945)



Florence Conrad, Suzanne Bernier et les « Rochambelles » lors de leur arrivée à Garmisch-Partenkirchen, en août 1944 et participation à la Libération de Paris (photogramme, 1944)



Ambulance Dodge et sa cabane de la Jeep à Ecouis, le 17 septembre 1944 (photogramme, 1944)

**Florence CONRAD (1886-1966)**  
**Huit « Rochambelles » et « Marinettes »**

Ambulancières et combattantes, ces femmes extraordinaires ont joué un rôle crucial durant la Seconde Guerre mondiale en tant qu'ambulancières ou infirmières, souvent au sein du groupe Rochambeau ou de la 2<sup>e</sup> DB, sous le commandement du général Leclerc. **Suzanne Tornis (1907-1977)**, volontaire de la Croix-Rouge, participe à la création du groupe d'ambulancières Rochambeau, qui débarque à Utah Beach en 1944. Elle combat en Normandie, prend part à la Libération de Paris et aux opérations en Allemagne. **Rosette Peschaud (1920-2015)**, ambulancière du groupe Rochambeau, participe à la Libération de la France en 1944 et à la campagne d'Allemagne. Très engagée dans la préservation de la mémoire de la 2<sup>e</sup> DB, elle occupe ensuite le poste de secrétaire générale de la fondation Maréchal-Leclerc-de-Hauteclocque. **Edith Vézzy (1910-2013)**, infirmière du groupe Rochambeau, prend part aux campagnes de Normandie et d'Allemagne, au volant de son ambulance surnommée « Gargamelle ». **Jacqueline Carageol (1913-1995)**, infirmière de la Croix-Rouge sur le bateau-hôpital Canada jusqu'en 1942, s'engage ensuite dans les Services féminins de la flotte (SFF). En 1944, au Maroc, elle recrute et forme une équipe de neuf ambulancières, surnommées les « Marinettes », qu'elle commande en tant qu'enseigne de vaisseau. Intégrées à la 2<sup>e</sup> DB, elles participent aux campagnes en Normandie et en Italie. **Cécile de Jerphanion (1914-2008)**, dite « Jirpha », infirmière embarquée sur le Canada, rejoint à son tour les SFF. Elle obtient le grade d'aspirante, puis celui d'enseigne de vaisseau. **Monique Berdet (1924-2010)**, infirmière au sein du SFF, participe à plusieurs batailles de la Seconde Guerre mondiale, notamment en Normandie et pour la Libération de Paris. **Eve Curie (1904-2007)**, fille de Pierre et Marie Curie, sert dans la France libre comme ambulancière et participe à des opérations militaires en Italie et en Provence. **Marie-Alphonine Loretti (1915-1944)**, ambulancière volontaire en Algérie et en Italie au sein des « Chauffeuses », trouve la mort en février 1944 lors d'une mission de secours pendant la campagne d'Italie. Elle est la première ambulancière tuée lors de cette campagne.



Suzanne Bernier, Jacqueline Carageol et Edith Vézzy (photogramme, 1944)

« Pour moi, c'est un des souvenirs les plus réconfortants de notre épopée... »

Général de Gaulle, 1946

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
 Du combat à la reconnaissance



# DES FEMMES AU SERVICE DE L'INFORMATION CLANDESTINE

## Denise VERNAY (1924-2013)

Denise Vernay, née Denise Jacob en 1924, est la sœur aînée de Simone Veil. En 1943, à l'âge de 19 ans, elle s'engage dans la Résistance à Lyon. Elle intègre le mouvement Franc-Tireur, l'un des principaux réseaux de la zone Sud, dirigé par Jean-Pierre Lévy, et devient agente de liaison sous le nom de code « Miarka ». Elle assure notamment la distribution de messages et de journaux clandestins à vélo dans Lyon. Le 18 mars 1944, elle rejoint sa famille réfugiée à Nice pour célébrer les 21 ans de sa sœur Madeleine, ce qui lui permet momentanément de se mettre à l'abri après une vague d'arrestations. Dix jours plus tard, ses parents, son frère et ses deux sœurs sont arrêtés, puis déportés à Auschwitz. Après le débarquement du 6 juin 1944, Denise Vernay se rend à Annecy où elle poursuit son engagement en tant qu'agente de liaison pour l'armée secrète. Elle est cependant arrêtée peu après, lors d'une mission au profit du maquis du plateau des Glières. Transférée à Lyon, elle est torturée par la Gestapo, notamment par le supplice de la baignoire. Déportée à Ravensbrück le 26 juillet 1944, elle est ensuite envoyée à Mauthausen en mars 1945, avant d'être libérée en avril. Marquée à jamais par cette expérience, elle consacre sa vie à la transmission de la mémoire au sein de la Fondation pour la mémoire de la déportation, jusqu'à sa disparition en 2013.

## Simone MICHEL-LÉVY (1906-1945)

Simone Michel-Lévy, née le 19 janvier 1906 à Chaussin dans le Jura, est une résistante emblématique de la Seconde Guerre mondiale. Issue d'une famille modeste, elle commence sa carrière dans l'administration des PTT à l'âge de 16 ans et est rapidement affectée à Paris en 1930. Dès l'armistice, elle s'oppose à l'occupation nazie et rejoint la Résistance en décembre 1940. En 1941, elle cofonde le réseau Action PTT avec Maurice Horvais et Ernest Pruvost, qui exploite les ressources de l'administration pour établir des cellules de renseignements et de transmissions. Elle met en place un système efficace de communication clandestine et se déplace régulièrement pour organiser l'hébergement de postes émetteurs sous divers pseudonymes, notamment « Madame Flaubert ». Son engagement prend fin lorsqu'elle est arrêtée le 5 novembre 1943, trahie par un membre du réseau. Après de nombreux interrogatoires, elle est internée à Ravensbrück, où elle continue d'agir en résistance par des sabotages. Elle est condamnée à mort et exécutée par pendaison le 13 avril 1945, dix jours avant la libération du camp. Simone Michel-Lévy est reconnue pour son courage exceptionnel et décorée à titre posthume de la Légion d'honneur, de la Croix de la Libération et de plusieurs autres distinctions, témoignant de son engagement indéfectible pour la liberté et la justice.

# DES FEMMES AU SERVICE DE L'INFORMATION CLANDESTINE

11

Denise Vernay, née Denise Jacoby en 1924, est la sœur aînée de Simone Veil. En 1943, à l'âge de 19 ans, elle s'engage dans la Résistance à Lyon. Elle intègre le mouvement Franc-Tireur, l'un des principaux réseaux de la zone Sud, dirigé par Jean-Pierre Lévy, et devient agente de liaison sous le nom de code « Maria ». Elle assure notamment la distribution de messages et de journaux clandestins à vélo dans Lyon. Le 16 mars 1944, elle rejoint sa famille réfugiée à Nice pour célébrer les 21 ans de sa sœur Madeline, ce qui lui permet momentanément de se mettre à l'abri après une vague d'arrestations. Dix jours plus tard, ses parents, son frère et ses deux sœurs sont arrêtés, puis déportés à Auschwitz. Après le débarquement du 6 juin 1944, Denise Vernay se rend à Annecy où elle poursuit son engagement en tant qu'agente de liaison pour l'armée secrète. Elle est cependant arrêtée peu après, lors d'une mission au profit du maquis du plateau des Glières. Transférée à Lyon, elle est torturée par la Gestapo, notamment par le supplice de la baignoire. Déportée à Ravensbrück le 25 juillet 1944, elle est ensuite envoyée à Mauthausen en mars 1945, avant d'être libérée en avril. Marquée à jamais par cette expérience, elle consacre sa vie à la transmission de la mémoire au sein de la Fondation pour la mémoire de la déportation, jusqu'à sa disparition en 2013.



Denise Vernay, photographée, 1943

**Denise VERNAY (1924-2013)**  
**Simone MICHEL-LÉVY (1906-1945)**



Simone Michel-Lévy, née Denise Jacoby, en 1906, la première des résistantes à rejoindre le réseau de son frère aîné Jean-Pierre Lévy (1906-1944), photographée en 1943, Archives, 1947



Simone Michel-Lévy (Simone Veil), photographée, 1944

Simone Michel-Lévy, née le 19 janvier 1906 à Chauxs dans le Jura, est une résistante emblématique de la Seconde Guerre mondiale. Issue d'une famille modeste, elle commence sa carrière dans l'administration des PTT à l'âge de 16 ans et est rapidement affectée à Paris en 1930. Des farces, elle s'oppose à l'occupation nazie et rejoint la Résistance en décembre 1940. En 1941, elle cofonde le réseau Action PTT avec Maurice Hervais et Ernest Pruvost, qui exploite les ressources de l'administration pour établir des cellules de renseignements et de transmissions. Elle met en place un système efficace de communication clandestine et se déplace régulièrement



Simone Michel-Lévy à son bureau (Paris), photographie, non datée

pour organiser l'abandon de postes émetteurs sous divers pseudonymes, notamment « Madame Flaubert ». Son engagement prend fin lorsqu'elle est arrêtée le 5 novembre 1943, tenue par un membre du réseau. Après de nombreux interrogatoires, elle est internée à Ravensbrück, où elle continue d'agir en résistance par des sabotages. Elle est condamnée à mort et exécutée par pendaison le 13 avril 1945, dix jours avant la libération du camp. Simone Michel-Lévy est reconnue pour son courage exceptionnel et décorée à titre posthume de la Légion d'honneur, de la Croix de la Libération et de plusieurs autres distinctions, témoignant de son engagement indéfectible pour la liberté et la justice.

« Patriotisme et civisme, ce sont bien ces deux notions qui furent les motivations majeures de mon engagement au sein de la Résistance. »

Denise Vernay, 1946

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
Du musée de la Résistance et de la Déportation



# DES DESTINS HORS DU TEMPS

## Rose VALLAND (1898-1980)

Née le 1<sup>er</sup> novembre 1898 dans l'Isère, Rose Valland est une figure majeure de la restitution des œuvres d'art volées pendant la Seconde Guerre mondiale. Durant l'Occupation, les nazis mettent en place un véritable pillage des musées et des collections privées, notamment celles appartenant à des familles juives déportées ou contraintes de fuir la France, utilisant le musée du Jeu de Paume comme lieu de stockage principal. Employée comme attachée de conservation dans ce musée, Rose Valland réalise un inventaire précis des œuvres dérobées et transmet des informations cruciales à la Résistance concernant les déplacements de ces pièces. À la libération de Paris en août 1944, elle intègre la Commission de récupération artistique. Son rôle essentiel dans la sauvegarde de près de 45 000 œuvres est célébré dans le film *Le Train* de John Frankenheimer (1964), tandis que son portrait a aussi inspiré le personnage de Claire Simone dans *Monuments Men* de George Clooney (2014). Après la guerre, elle contribue à la restauration des musées allemands et se voit décerner en 1972 la croix d'officier de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne en reconnaissance de ses services dans le domaine des arts.

## Madeleine RIFFAUD (1924-2024)

Née en 1924, Madeleine Riffaud s'engage dans la Résistance à 18 ans. Elle rejoint les Francs-tireurs et partisans (FTP) sous le nom de « Rainer », un groupe de résistants engagés dans des actions armées contre les forces d'occupation. Elle est chargée d'assurer des liaisons, de porter des messages, de transporter des armes, de voler des tickets de rationnement dans les mairies et des fiches du STO pour y soustraire des étudiants. De sa propre initiative, en réaction au massacre d'Oradour-sur-Glane, elle abat un officier allemand et est arrêtée. Torturée par la Gestapo, elle refuse de trahir ses camarades, et est condamnée à mort. Elle est finalement libérée au cours d'un échange de prisonniers avec les Allemands. Après sa libération, Madeleine Riffaud participe activement à l'insurrection de Paris en août 1944. Elle rencontre Paul Éluard, avec lequel elle noue une amitié précieuse, qui l'encourage à écrire. Poétesse, elle se consacre ensuite au journalisme de guerre. Anticolonialiste, elle couvre la guerre d'Algérie et la guerre du Vietnam. Elle continuera toujours de défendre les valeurs de justice et de liberté.

# DES DESTINS HORS DU TEMPS

12

Née le 1<sup>er</sup> novembre 1898 dans l'Isère, Rose Valland est une figure majeure de la restitution des œuvres d'art volées pendant la Seconde Guerre mondiale. Durant l'Occupation, les nazis mettent en place un véritable pillage des musées et des collections privées, notamment celles appartenant à des familles juives déportées ou contraintes de fuir la France, utilisant le musée du Jeu de Paume comme lieu de stockage principal. Employée comme attachée de conservation dans ce musée, Rose Valland réalise un inventaire précis des œuvres dérobées et transmet des informations cruciales à la Résistance concernant les déplacements de ces pièces. À la libération de Paris en août 1944, elle intègre la Commission de récupération artistique. Son rôle essentiel dans la sauvegarde de près de 45 000 œuvres est célébré dans le film *Le Walk* de John Frankenheimer (1964), tandis que son portrait a aussi inspiré le personnage de Claire Simone dans *Monuments Men* de George Clooney (2014). Après la guerre, elle contribue à la restauration des musées allemands et se voit décorer en 1972 la croix d'officier de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne en reconnaissance de ses services dans le domaine des arts.



Rose Valland, membre de la Résistance, après l'occupation, photographié en 1945.

**Rose VALLAND (1898-1980)**



Rose Valland dans l'exposition « Les œuvres d'art volées pendant la Seconde Guerre mondiale », au Grand Palais, à Paris, le 10 septembre 1945.

**Madeleine RIFFAUD (1924-2024)**

Née en 1924, Madeleine Riffaud s'engage dans la Résistance à 18 ans. Elle rejoint les Francs-tireurs et partisans (FTP) sous le nom de « Rainer », un groupe de résistants engagés dans des actions armées contre les forces d'occupation. Elle est chargée d'assurer des liaisons, de porter des messages, de transporter des armes, de voler des tickets de rationnement dans les mains et des fiches du STO pour soustraire des étudiants. De sa propre initiative, en réaction au massacre d'Oradour-sur-Glane, elle abat un officier allemand et est arrêtée. Torturée par la Gestapo, elle refuse de trahir ses camarades, et est condamnée à mort. Elle est finalement libérée au cours d'un échange de prisonniers avec les Allemands. Après sa libération, Madeleine Riffaud participe activement à l'insurrection de Paris en août 1944. Elle rencontre Paul Eluard, avec lequel elle noue une amitié précieuse, qui l'encourage à écrire. Poétesse, elle se consacre ensuite au journalisme de guerre. Anticolonialiste, elle couvre la guerre d'Algérie et la guerre du Vietnam. Elle continuera toujours de défendre les valeurs de justice et de liberté.



Madeleine Riffaud, photographiée l'été suivant l'occupation, en Libération, 1944.



« Les Françaises de la guerre (1939-1945) », ouvrage édité par Émile-Michel Bouvier (France), 2014.

« Je n'ai jamais confondu le peuple allemand avec les SS. Il faut faire attention aux amalgames et toujours se battre pour la paix. »

Madeleine Riffaud, 1944.

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
 Du musée de la Résistance nationale de Caen



# LA GRANDEUR DES SACRIFICES

## Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ (1920-2002)

Geneviève de Gaulle-Anthonioz, née le 25 octobre 1920 dans le Gard, est profondément marquée par le discours du maréchal Pétain du 17 juin 1940, qui la pousse à s'engager dans la Résistance à seulement 19 ans, avant même d'entendre l'appel de son oncle. Après avoir commencé ses études d'histoire à Rennes, elle rejoint en 1941 à Paris le groupe du Musée de l'Homme. En 1943, après plusieurs perquisitions à son domicile, elle entre dans la clandestinité et intègre le mouvement Défense de la France sous le pseudonyme de « Gallia ». Arrêtée le 20 juillet 1943 à cause d'une trahison, elle est emprisonnée à Fresnes puis déportée le 2 février 1944 à Ravensbrück, où elle se lie d'amitié avec la résistante et ethnologue Germaine Tillion. Libérée en avril 1945, elle s'investit dans l'Association des déportées et internées de la Résistance, dénonçant sans relâche les atrocités nazies, comme en témoigne sa participation au procès de Klaus Barbie en 1987. Son engagement ne faiblit pas après la guerre : en 1958, après avoir rencontré le père Joseph Wresinski, aumônier d'un bidonville à Noisy-le-Grand, elle s'implique dans le mouvement Aide à Toute Détresse (qui deviendra ATD Quart Monde), dont elle devient présidente en 1964. En 1998, elle devient la première femme française à recevoir la grand-croix de la Légion d'honneur. En mai 2015, Geneviève de Gaulle-Anthonioz est inhumée au Panthéon, symbolisant le combat des femmes pour la fraternité et la Résistance.

## Dix résistantes, déportées ou exécutées

Résistantes, déportées ou fusillées, ces femmes ont joué un rôle central dans la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale. **Odette Capion-Branger (1913-2004)** est emprisonnée en 1940 au camp de Rieucros pour ses activités syndicales clandestines. Libérée en 1943, elle rejoint les Francs-tireurs et partisans français (FTP). En février 1944, elle aide à l'évasion de résistants de la prison de Nîmes. Elle est déportée en Allemagne, où elle survit au camp de Ravensbrück. **Anise Postel-Vinay (1922-2020)** rejoint le réseau britannique Gloria en 1942 et fournit des renseignements sur les positions allemandes. Arrêtée en 1942, elle est déportée à Ravensbrück. Elle est libérée en 1945. **Jacqueline Fleury (née en 1923)** s'engage dans la Résistance à 17 ans. Membre du mouvement Défense de la France, elle participe à la diffusion du journal clandestin éponyme et devient agente de liaison du réseau Mithridate. En juillet 1944, elle est arrêtée et déportée à Ravensbrück, puis à Buchenwald. Elle est libérée le 9 mai 1945. **Agnès de La Barre de Nanteuil (1922-1944)**, résistante dans les réseaux Libération-Nord et l'Armée secrète, participe en 1941 à une filière d'accueil et d'évasion d'aviateurs anglais. Secrétaire et agente de liaison, engagée dans les Forces françaises combattantes, elle est arrêtée en mars 1943 et torturée. Elle meurt le 13 août 1944, dans le bombardement du convoi qui l'emmenait en déportation. **Yvonne Manière (1882-1957)** participe au réseau de renseignement Overcloud. Arrêtée en 1942, elle est déportée en Allemagne et survit aux camps. Libérée à 63 ans par l'armée soviétique, elle est la plus âgée des résistantes à survivre aux camps. **Renée Lévy (1906-1943)**, contrainte de quitter son poste d'enseignante après le statut des juifs en 1940, rejoint le réseau du Musée de l'Homme puis le réseau Hector. Arrêtée en 1941, elle est condamnée à mort et guillotinée en 1943. **Charlotte Leitner (1907-1944)**, sous-lieutenante, rejoint avec son mari Jacques Trolley de Prévaux le réseau de renseignement franco-polonais F2 à Nice, où ils collectent des informations sur la marine allemande en Méditerranée. Arrêtés en 1944, ils sont fusillés ensemble à Lyon. **France Hamelin (1918-2007)** s'engage dans des actions pour cacher des juifs et faciliter leur évasion. Capturée puis déportée par les Allemands, elle parvient à s'évader et à reprendre son engagement dans la clandestinité. **Pauline Gaillard (1895-1945)** aide dès 1940 les prisonniers en fuite. Recherchée, elle se réfugie à Lyon puis fonde et dirige le réseau d'évasion Marie Odile. Arrêtée le 4 mai 1944, elle est déportée au camp de Ravensbrück où elle meurt d'épuisement. **France Bloch-Sérazin (1913-1943)**, chimiste et militante communiste, rejoint la Résistance dès 1941 au sein des FTP. Dans un laboratoire clandestin à Paris, elle fabrique des explosifs pour la lutte armée. Arrêtée, torturée puis déportée, elle est guillotinée à Hambourg en février 1943.



# UN ENGAGEMENT HISTORIQUE

## Françoise SELIGMANN (1919-2013)

Françoise Seligmann, née le 9 juin 1919, a 21 ans au début de l'Occupation. Touchée par l'exclusion de sa mère, enseignante, en raison de ses origines juives, elle s'engage dès 1941 dans la Résistance en collaborant avec le pasteur Roland de Pury pour créer une filière d'évasion vers la Suisse. Rapidement intégrée au mouvement Combat, elle prend la responsabilité du service social, chargé d'accueillir et d'accompagner les résistants vers des refuges sûrs, ainsi que de rechercher les agents emprisonnés. En fin de guerre, en tant que directrice du service social du Mouvement de libération nationale (MLN), elle donne une dimension féministe à son engagement. En 1946, elle fonde le journal *La Française* pour promouvoir l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, adhère en 1949 à la Ligue des droits de l'Homme, puis collabore à partir de 1955 avec Pierre Mendès France au sein de l'Union des forces démocratiques. Avec son mari François-Gérard Seligmann, elle crée en 2004 le prix Seligmann contre le racisme, en hommage aux luttes contre le nazisme. Françoise Seligmann s'est éteinte en 2013, à 93 ans, après avoir consacré sa vie à la défense des droits de l'Homme.

## Émilienne MOREAU-ÉVRARD (1898-1971)

Émilienne Moreau-Évrard est née le 4 juin 1898 à Wingles, dans le Pas-de-Calais. Après la mort de son père en décembre 1914, elle ouvre une école clandestine pour les enfants de Loos, alors occupée par les Allemands. En 1915, elle se distingue en fournissant des informations cruciales aux troupes britanniques sur les positions ennemies, ce qui contribue à la reprise de la ville. Elle organise un poste de secours chez elle, soignant les blessés pendant les combats. Ses actions lui valent de nombreuses décorations, dont la Croix de Guerre et la Military Medal. Après la guerre, elle devient institutrice et s'engage activement dans le mouvement socialiste. Avec son mari, elle participe à la Résistance dès 1940, distribuant des tracts et fournissant des renseignements. Sous les pseudonymes de « Jeanne Poirier » et « Émilienne la Blonde », elle travaille pour le réseau Brutus, où elle établit des liaisons avec la Suisse. Traquée par les Allemands, elle réussit à échapper à plusieurs arrestations. Elle est finalement évacuée à Londres en août 1944, elle intervient alors pour la propagande alliée sur les ondes de la BBC et revient en France en septembre. Décorée de la Croix de la Libération par le général de Gaulle, elle reste active en politique jusqu'en 1963. Émilienne Moreau-Évrard décède le 5 janvier 1971 à Lens.

# UN ENGAGEMENT HISTORIQUE

14

Françoise Seligmann, née le 9 juin 1915, a 21 ans au début de l'Occupation. Touchée par l'exclusion de sa mère, enseignante, en raison de ses origines juives, elle s'engage dès 1941 dans la Résistance en collaborant avec le pasteur Roland de Pury pour créer une filière d'évasion vers la Suisse. Rapidement intégrée au mouvement Combat, elle prend la responsabilité du service social, chargé d'accueillir et d'accompagner les résistants vers des refuges sûrs, ainsi que de rechercher les agents emprisonnés. En fin de guerre, en tant que directrice du service social du Mouvement de libération nationale (MLN), elle donne une dimension féminine à son engagement. En 1946, elle fonde le bureau La France pour promouvoir l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, adhère en 1949 à la Ligue des droits de l'Homme, puis collabore à partir de 1955 avec Pierre Mendès France au sein de l'Union des forces démocratiques. Avec son mari François-Gérard Seligmann, elle crée en 2004 le prix Seligmann contre le racisme, en hommage aux luttes contre le nazisme. Françoise Seligmann s'est éteinte en 2013, à 93 ans, après avoir consacré sa vie à la défense des droits de l'Homme.



Françoise Seligmann, photographée à 100 ans.



Mouvement de libération nationale propagande, à Paris, 1944.

**Françoise SELIGMANN (1919-2013)**  
**Émilienne MOREAU-ÉVRARD (1898-1971)**



Émilienne Moreau-Évrard (enroulée), photographée 1945.

Émilienne Moreau-Évrard est née le 4 juin 1898 à Wingles, dans le Pas-de-Calais. Après la mort de son père en décembre 1914, elle ouvre une école clandestine pour les enfants de Loos, alors occupée par les Allemands. En 1918, elle se distingue en fournissant des informations cruciales aux troupes britanniques sur les positions ennemies, ce qui contribue à la reprise de la ville. Elle organise un poste de secours chez elle, soignant les blessés pendant les combats. Ses actions lui valent de nombreuses décorations, dont la Croix de Guerre et la Military Medal. Après la guerre, elle devient institutrice et s'engage activement dans le mouvement socialiste. Avec son mari, elle participe à la Résistance dès 1940, distribuant des tracts et fournissant des renseignements. Sous les pseudonymes de « Jeanne Poirier » et « Émilienne la Blonde », elle travaille pour le réseau Brutus, où elle établit des liaisons avec la Suisse. Traquée par les Allemands, elle réussit à échapper à plusieurs arrestations. Elle est finalement évacuée à Londres en août 1944, elle intervient alors pour la propagande alliée sur les ondes de la BBC et revient en France en septembre. Décorée de la Croix de la Libération par le général de Gaulle, elle reste active en politique jusqu'en 1963. Émilienne Moreau-Évrard décède le 5 janvier 1971 à Lens.



Émilienne Moreau-Évrard, photographée, 1944.

« Je soutiens que pour construire l'histoire de demain, il ne faut pas oublier celle d'hier. »

Françoise Seligmann, 2000

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
 Les femmes de la Résistance et du Combat



# DE LA RÉSISTANCE À LA MÉMOIRE

## Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER (1912-1996)

Marie-Claude Vaillant-Couturier, née le 3 novembre 1912 à Paris, militante communiste et veuve du directeur du journal *L'Humanité* Paul Vaillant-Couturier, commence dès 1933 sa carrière de journaliste au magazine *Vu*, réalisant des reportages en Allemagne qui font d'elle une observatrice privilégiée du régime nazi. Dès 1940, elle s'engage activement dans la Résistance en participant à l'édition clandestine de brochures aux côtés de Georges Politzer et Danielle Casanova. Le 1<sup>er</sup> mai 1941, elle intègre le mouvement communiste du Front national et, à la fin de cette même année, rejoint la direction nationale de l'Union des femmes françaises, prenant part aux réunions du Comité directeur clandestin. Arrêtée le 9 février 1942, elle est internée à la prison de la Santé puis au fort de Romainville avant d'être déportée à Auschwitz le 27 janvier 1943, puis transférée à Ravensbrück. Libérée le 30 avril 1945, elle revient en France le 24 juin 1945 et s'investit dans la lutte contre l'oubli des crimes nazis. Le 28 janvier 1946, elle témoigne au procès de Nuremberg. Elle poursuit son engagement politique en siégeant aux deux Assemblées constituantes en 1945 et 1946, puis en étant élue députée communiste de la Seine (1946-1958), puis du Val-de-Marne (jusqu'en 1973). Elle occupe également les fonctions de vice-présidente de l'Assemblée nationale entre 1956-1958 et 1967-1968. En parallèle, elle défend la notion d'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité devant l'Assemblée nationale en 1964 et s'engage dans le procès de Klaus Barbie en 1987. Enfin, elle joue un rôle majeur dans la création de la Fondation pour la mémoire de la déportation en 1990, qu'elle préside jusqu'à sa mort le 11 décembre 1996.

## Charlotte DELBO (1913-1985)

Charlotte Delbo, née le 10 août 1913 à Vigneux-sur-Seine, est décédée le 1<sup>er</sup> mars 1985 à Paris. Entrée en résistance en décembre 1941, elle participe à l'action clandestine du mouvement de résistance communiste Front national comme adjointe au responsable du mouvement des intellectuels pour la zone Nord et Sud. Elle est arrêtée le 2 mars 1942, en même temps que son mari Georges Dudach, à son domicile à la suite de filatures faites par la brigade spéciale de la police française. Une centaine de résistants sont arrêtés au même moment. Elle est internée à la prison de la Santé puis au fort de Romainville. Remise aux Allemands, Charlotte Delbo est déportée le 22 janvier 1943 à Auschwitz puis à Ravensbrück. Elle est libérée le 23 avril 1945, avant d'être rapatriée en France le 23 juin 1945. Après la guerre, elle devient célèbre pour son œuvre littéraire sur la déportation, notamment *Aucun de nous ne reviendra. Auschwitz et après I* (Éditions de Minuit, 1965) et *Une connaissance inutile. Auschwitz et après II* (Éditions de Minuit, 1970).

# DE LA RÉSISTANCE À LA MÉMOIRE

15

Marie-Claude Vaillant-Couturier, née le 3 novembre 1912 à Paris, militante communiste et veuve du directeur du journal L'Humanité Paul Vaillant-Couturier commença dès 1933 sa carrière de journaliste au magazine *Jeune*, réalisant des reportages en Allemagne qui font d'elle une observatrice privilégiée du régime nazi. Dès 1940, elle s'engage activement dans la Résistance en participant à l'édition clandestine de brochures aux côtés de Georges Politzer et Danielle Casanova. Le 1<sup>er</sup> mai 1941, elle intègre le mouvement communiste du Front national et, à la fin de cette même année, rejoint la direction nationale de l'Union des femmes françaises, prenant part aux réunions du Comité directeur clandestin.



Marie-Claude Vaillant-Couturier en compagnie de Jean Maréchal, 1942.

Arrêtée le 9 février 1942, elle est internée à la prison de la Santé puis au fort de Romainville avant d'être déportée à Auschwitz le 27 janvier 1943, puis transférée à Ravensbrück. Libérée le 30 avril 1945, elle revient en France le 24 juin 1945 et s'investit dans la lutte contre l'oubli des crimes nazis. Le 26 janvier 1946, elle témoigne au procès de Nuremberg. Elle poursuit son engagement politique en siégeant aux deux Assemblées constituantes en 1945 et 1946, puis en étant élue députée communiste de la Seine (1946-1958), puis de Vaucluse (jusqu'en 1973). Elle occupe également les fonctions de vice-présidente de l'Assemblée nationale entre 1958-1959 et 1967-1968. En parallèle, elle défend la notion d'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité devant l'Assemblée nationale en 1964 et s'engage dans le procès de Klaus Barbie en 1987. Enfin, elle joue un rôle majeur dans la création de la Fondation pour la mémoire de la déportation en 1990, qu'elle préside jusqu'à sa mort le 11 décembre 1996.



« Les déportées d'Auschwitz et Ravensbrück », 1964.

**Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER (1912-1996)**  
**Charlotte DELBO (1913-1985)**



Portraits de neuf résistantes françaises célèbres, dont Charlotte Delbo, en haut à gauche, sur la façade du Palais de la République de la Ville de Paris lors de l'exposition "Résistantes et combattantes" (Paris), photographée par Michel Meloni, 2008.

Charlotte Delbo, née le 10 août 1913 à Vignoux-sur-Seine, est déportée le 7 mars 1943 à Paris. Entrée en résistance en décembre 1941, elle participe à l'action clandestine du mouvement de résistance communiste Front national comme adjointe au responsable du mouvement des intellectuels pour la zone Nord et Sud. Elle est arrêtée le

2 mars 1942, en même temps que son mari Georges Dudach, à son domicile à la suite de frictions faites par la brigade spéciale de la police française. Une centaine de résistants sont arrêtés au même moment. Elle est internée à la prison de la Santé puis au fort de Romainville. Ramenée aux Allemands, Charlotte Delbo est déportée le 22 janvier 1943 à Auschwitz puis à Ravensbrück. Elle est libérée le 23 avril 1945, avant d'être rapatriée en France le 23 juin 1945. Après la guerre, elle devient célèbre pour son œuvre littéraire sur la déportation, notamment *Aucun de nous ne revient*, *Auschwitz et après I* (Editions de Minuit, 1965) et *Une connaissance inutile*, *Auschwitz et après II* (Editions de Minuit, 1970).



Charlotte Delbo, photographée, 1960.

« J'avais le sentiment que, par ma bouche, ceux qu'ils avaient torturés, exterminés, accusaient leurs bourreaux. »

Marie-Claude Vaillant-Couturier, après le procès de Nuremberg, 1946

**RÉSISTANTES  
& COMBATTANTES**  
du musée de la Résistance nationale



# LES FEMMES DU RENSEIGNEMENT

## Laure **DIEBOLD** (1915-1965)

Laure Diebold, née le 10 janvier 1915 à Erstein (Bas-Rhin), est l'une des rares femmes à avoir été Compagnon de la Libération, en reconnaissance de son rôle majeur dans la Résistance française. Secrétaire, après l'armistice de 1940, elle s'engage dans un réseau de passeurs venant en aide aux prisonniers de guerre évadés. Repérée par les autorités, elle quitte la région en 1941, cachée dans une locomotive, et rejoint Lyon. Elle est alors embauchée comme secrétaire au service des réfugiés d'Alsace-Lorraine. Elle entre en mai 1942 dans le réseau de renseignement Mithridate comme agente de liaison et d'évasion. Le 18 juillet, elle est arrêtée par la police. Libérée faute de preuves, elle se réfugie à Aix-les-Bains et entre en clandestinité sous le nom de « Mona ». En août 1942, elle est engagée aux Forces françaises libres, et immatriculée au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) sous le nom de « Mado ». Elle devient secrétaire de Jean Moulin. Fin mars 1943, Jean Moulin décide de déplacer ses services, jusqu'alors à Lyon, à Paris, où elle poursuit sa mission. Après l'arrestation de Jean Moulin en juin, elle continue à travailler auprès de Claude Bouchinet-Serreulles et Georges Bidault, notamment depuis sa chambre à Fontenay-aux-Roses. Le 24 septembre 1943, Laure Diebold est de nouveau arrêtée à Paris, avec son mari. Elle est déportée au camp de Buchenwald et désignée pour le four crématoire. Mais un médecin la sauve en escamotant sa fiche. Elle est libérée par les Américains en avril 1945. Elle reprend rapidement le travail au sein de la direction générale des Études et Recherches (DGER).

## Neuf volontaires du Corps féminin des transmissions

Fondé par le général Lucien Merlin en 1943, le Corps féminin des transmissions (CFT) rassemble des volontaires formées aux techniques de transmission radio, télégraphie et codage, essentielles pour les réseaux clandestins. Parmi elles, quatre sous-lieutenantes du CFT, **Marie-Louise Cloarec (1917-1945)**, **Eugénie Djendi (1923-1945)**, **Suzanne Mertzzen (1919-1945)** et **Pierrette Louin (1920-1945)** partageront le même destin. Après leur engagement au sein du CFT, elles rejoignent les services de contre-espionnage à Alger en 1943, puis l'Angleterre après un stage de radio et de parachutisme. Elles sont parachutées en France occupée le 6 avril 1944 et capturées le 27 avril 1944. Déportées à Ravensbrück, elles sont exécutées le 18 janvier 1945, sans avoir livré d'informations. **Élisabeth Torlet (1915-1944)** rejoint le CFT le 16 février 1943 et devient opératrice radio. Elle se porte volontaire pour une opération clandestine en France occupée et est parachutée près de Sourans le 30 août 1944. Recueillie et cachée, elle est pourtant retrouvée morte le 6 septembre 1944, exécutée d'une balle dans la tête. **Évelyne Clopet (1922-1944)**, sous-lieutenante du CFT, rejoint le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) en février 1944 à Londres et intègre le plan Sussex. Opératrice radio sous les ordres de l'OSS, parachutée dans la Sarthe en juillet 1944, elle est arrêtée et fusillée, avec quatre de ses camarades, le 10 août 1945. **Jacqueline d'Alincourt (1919-2009)** s'engage dans la Résistance à Paris en 1942. Elle travaille pour le Bureau des opérations aériennes (BOA), aidant à organiser des missions pour les agents secrets. Arrêtée par la Gestapo en 1943, elle est déportée à Ravensbrück en 1944. Libérée en avril 1945, elle devient plus tard présidente de l'Amicale des réseaux d'action de la France combattante. **Brigitte Friang (1924-2011)** entre au BOA, en lien avec le BCRA de Londres, en 1943. Elle organise des parachutages d'armes. En mars 1944, elle est dénoncée et capturée par la Gestapo. Grièvement blessée, torturée, puis déportée à Ravensbrück, elle survit aux marches de la mort. **Jeanne Catayée (1921-2024)**, née en Guyane française et institutrice en Martinique, s'engage en 1943 dans la Résistance au sein du Corps féminin des volontaires françaises. En 1944, elle débarque à Casablanca où elle est affectée au CFT. Après la guerre, elle milite pour l'émancipation des peuples colonisés.

# LES FEMMES DU RENSEIGNEMENT

Laure Diebold, née le 10 janvier 1915 à Erstein (Bas-Rhin), est l'une des rares femmes à avoir eu Compagnon de la Libération, en reconnaissance de son rôle majeur dans la Résistance française. Secrétaire, après l'armistice de 1940, elle s'engage dans un réseau de passeurs visant en aide aux prisonniers de guerre évadés Représentée par les autorités, elle quitte la région en 1941, cachée dans une locomotive, et rejoint Lyon. Elle est alors embauchée comme secrétaire au service des réfugiés d'Alsace-Lorraine. Elle entre en mai 1942 dans le réseau de renseignement Mitridate comme agente de liaison et d'évasion. Le 18 juillet,



Laure Diebold

elle est arrêtée par la police. Libérée suite de préjudice, elle se réfugie à Auchy-les-Bains et entre en clandestinité sous le nom de « Mona ». En août 1942, elle est engagée aux Forêts françaises libres, et immatriculée au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) sous le nom de « Mado ». Elle devient secrétaire de Jean Moulin. Fin mars 1943, Jean Moulin décide de déplacer ses services, jusqu'alors à Lyon, à Paris, où elle poursuit sa mission. Après l'arrestation de Jean Moulin en juin, elle continue à travailler auprès de Claude Bouchinet-Semaulieu et Georges Bidault, notamment depuis sa chambre à Fontenay-sous-Forges. Le 24 septembre 1943, Laure Diebold est de nouveau arrêtée à Paris, avec son mari. Elle est déportée au camp de Buchenwald et désignée pour le four crématoire. Mais un médecin la sursa en escamotant sa fiche. Elle est libérée par les Américains en avril 1945. Elle reprend rapidement le travail au sein de la direction générale des Études et Recherches (DGER).

## Laure DIEBOLD (1915-1965)



Les Volontaires du Corps féminin des transmissions de Laure Diebold et des volontaires, éditions Les Éditions de la Guerre de l'Alger, 1947.



22 volontaires du Corps féminin des transmissions, photo prise au camp de Fontenay-sous-Forges, 1943.

## Neuf volontaires du Corps féminin des transmissions

Fondé par le général Lucien Merlin en 1943, le Corps féminin des transmissions (CFT) rassemble des volontaires formées aux techniques de transmission radio, télégraphie et codage, essentielles pour les réseaux clandestins. Parmi elles, quatre sous-lieutenants du CFT, Marie-Louise Cloarec (1917-1945), Eugénie Djendi (1923-1945), Suzanne Mertzzen (1919-1945) et Pierrette Louin (1920-1945) partageront le même destin. Après leur engagement au sein du CFT, elles rejoignent les services de contre-espionnage à Alger en 1943, puis l'Angleterre après un stage de radio et de parachutisme. Elles sont parachutées en France occupée le 5 avril 1944 et capturées le 27 avril 1944. Déportées à Ravensbrück, elles sont exécutées le 18 janvier 1945, sans avoir livré d'informations. Elisabeth Torvet (1915-1944) rejoint le CFT le 16 février 1943 et devient opératrice radio. Elle se porte volontaire pour une opération clandestine en France occupée et est parachutée près de Souans le 30 août 1944. Recueillie et cachée, elle est pourtant retrouvée morte le 6 septembre 1944, exécutée d'une balle dans la tête. Evelyne Clopet (1922-1944), sous-lieutenant du CFT, rejoint le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) en février 1944 à Londres et intègre le plan Sussex. Opératrice radio sous les ordres de FOSS, parachutée dans la Sarthe en juillet 1944, elle est arrêtée et fusillée, avec quatre de ses camarades, le 10 août 1945. Jacqueline d'Alincourt (1919-2009) s'engage dans la Résistance à Paris en 1942. Elle travaille pour le Bureau des opérations aériennes (BOA), aidant à organiser des missions pour les agents secrets. Arrêtée par le Gestapo en 1943, elle est déportée à Ravensbrück en 1944. Libérée en avril 1945, elle devient plus tard présidente de l'amicale des réseaux d'action de la France combattante. Brigitte Fiang (1924-2011) entre au BOA, en lien avec le BCRA, de Londres, en 1943. Elle organise des parachutages d'armes. En mars 1944, elle est dénoncée et capturée par le Gestapo. Grièvement blessée, torturée, puis déportée à Ravensbrück, elle survit aux marches de la mort. Jeanne Catayse (1921-2024), née en Guyane française et institutrice en Martinique, s'engage en 1943 dans la Résistance au sein du Corps féminin des volontaires françaises. En 1944, elle débarque à Casablanca où elle est affectée au CFT. Après la guerre, elle milite pour l'émancipation des peuples colonisés.



Débarquement des volontaires du Corps féminin des transmissions, 1944 (19 ans).

« J'ai été le chef de ces valeureuses filles, Je les ai connues, encouragées, admirées et pleurées. »

Colonel Paul Poitole, 1975

RÉSISTANTES & COMBATTANTES



# AU CŒUR DU CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES

## Simonne MATHIEU (1908-1980)

Simonne Mathieu est une joueuse de tennis française issue d'une famille de la haute bourgeoisie parisienne. Elle remporte ses premiers tournois à 15 ans et participe à des compétitions internationales dès 17 ans. Elle devient la plus titrée des joueuses françaises, avec 13 titres du Grand Chelem, remportant Roland-Garros en 1938 et 1939. Lors de la déclaration de guerre en 1939, elle est à New York pour l'US Open. Elle rejoint l'Angleterre en février 1940 et s'engage dans l'Auxiliary Territorial Service (ATS) comme traductrice et conductrice. En septembre 1940, l'amiral Émile Muselier lui confie la mission de constituer le Corps des volontaires françaises de la France libre (CVF), où elle est responsable du recrutement et de l'entraînement des jeunes femmes, ainsi que de missions d'espionnage au sein du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Simonne Mathieu travaille également avec la BBC pour soutenir la propagande en faveur de la France libre et suit le général de Gaulle à Alger en 1943, où elle obtient le grade de capitaine dans les Forces françaises libres. Le 17 septembre 1944, elle arbitre un match à Roland-Garros en uniforme militaire pour les Forces françaises de l'intérieur. Entre 1949 et 1960, elle est capitaine de l'équipe de France féminine et présidente de la commission féminine à la Fédération française de tennis.

## Hélène TERRÉ (1903-1993)

Née le 26 avril 1903 à Paris, Hélène Terré est une pionnière dans l'intégration des femmes dans l'armée française. D'abord écrivaine et musicienne, elle rejoint les sections sanitaires automobiles de la Croix-Rouge française en 1939. Après la défaite de 1940, elle poursuit son engagement au sein d'un réseau de Résistance. Menacée, elle gagne Londres et rejoint officiellement les Forces françaises libres en mai 1941. Elle succède alors à Simonne Mathieu à la tête du Corps des volontaires françaises (CVF), qu'elle structure en unités spécialisées (terre, air, marine) tout en y développant une formation rigoureuse. À l'automne 1943, elle part pour Alger et participe à la mise en place des Auxiliaires féminines de l'armée de terre (AFAT), ancêtres du Personnel féminin de l'armée de terre (PFAT). Première femme à commander une unité féminine dans l'armée française, elle finit la guerre en tant que directrice de l'armée féminine au ministère de la Guerre. Elle est démobilisée en 1947, après avoir mené des missions derrière les lignes ennemies et participé à des inspections en Autriche et en Indochine. À sa mort en novembre 1993, une cérémonie d'hommage est organisée aux Invalides, en présence de nombreuses anciennes combattantes et résistantes de la France libre.

# AU CŒUR DU CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES

17

Simonne Mathieu est une joueuse de tennis française issue d'une famille de la haute bourgeoisie parisienne. Elle remporte ses premiers tournois à 15 ans et participe à des compétitions internationales dès 17 ans. Elle devient la plus titrée des joueuses françaises, avec 13 titres du Grand Chelem, remportant Roland-Garros en 1936 et 1939. Lors de la déclaration de guerre en 1939, elle est à New York pour l'US Open. Elle rejoint l'Angleterre en février 1940 et s'engage dans l' Auxiliary Territorial Service (ATS) comme traductrice et conductrice. En septembre 1940 l'empire Émile Muelser lui confie la mission de constituer le Corps des volontaires françaises de la France libre (CVF), où elle est responsable du recrutement et de l'entraînement des jeunes femmes, ainsi que de missions d'espionnage au sein du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Simonne Mathieu travaille également avec la BBC pour soutenir la propagande en faveur de la France libre et suit le général de Gaulle à Alger en 1943, où elle obtient le grade de capitaine dans les Forces françaises libres. Le 17 septembre 1944, elle arbitre un match à Roland-Garros en uniforme militaire pour les Forces françaises de l'intérieur. Entre 1949 et 1960, elle est capitaine de l'équipe de France féminine et présidente de la commission féminine à la Fédération française de tennis.



Simonne Mathieu, en uniforme, 1944. Photographie, 2014.



Équipe de footballeuses parisiennes en tenue de guerre, photographie de Louis Mouton, 1943. Photographie, 2014.



Hélène Terré, capitaine de Marie Perrot (à gauche), (Hélène Dupont-Charmontet et René Frenay à droite) (à droite). Photographie, 2014.

**Simonne MATHIEU (1908-1980)**  
**Hélène TERRÉ (1903-1993)**

Née le 26 avril 1903 à Paris, Hélène Terré est une pionnière dans l'intégration des femmes dans l'armée française. D'abord écrivaine et musicienne, elle rejoint les sections sentries automobiles de la Croix-Rouge française en 1939. Après la défaite de 1940, elle poursuit son engagement au sein d'un réseau de Résistance. Menacée, elle gagne Londres et rejoint officiellement les Forces françaises libres en mai 1941. Elle succède alors à Simonne Mathieu à la tête du Corps des volontaires françaises (CVF), qu'elle structure en unités spécialisées (terre, air, marine) tout



Hélène Terré (Londres), photographie de Geneviève Kervin, 1943. Photographie, 2014.

en y développant une formation rigoureuse. À l'automne 1943, elle part pour Alger et participe à la mise en place des Auxiliaires féminines de l'armée de terre (AFACT), ancêtres du Personnel féminin de l'armée de terre (PFAT). Première femme à commander une unité féminine dans l'armée française, elle finit la guerre en tant que directrice de l'Armée féminine au ministère de la Guerre. Elle est démobilisée en 1947, après avoir mené des missions derrière les lignes ennemies et participé à des inspections en Autriche et en Indochine. À sa mort en novembre 1993, une cérémonie d'hommage est organisée aux Invalides, en présence de nombreuses anciennes combattantes et résistantes de la France libre.

« Mais le simple mot "France" qui est leur mot d'ordre suffit à rassembler leurs esprits et soutenir leur courage. »

Hélène Terré, 1943

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
du mouvement de résistance français (1940-1945)



# LA CITOYENNETÉ AU CŒUR DE LA RÉSISTANCE

## Lucie AUBRAC (1912-2007)

Lucie Aubrac naît à Paris le 29 juin 1912 et manifeste très tôt un engagement militant. Lucide face à la montée des fascismes en Europe, cette professeure agrégée refuse dès juin 1940 l'idée de la défaite. Aux côtés de son mari, Raymond Aubrac, elle participe à la création des premières structures du mouvement Libération-Sud. Très investie, elle prend part à toutes les actions. En octobre 1943, au cœur de Lyon, elle organise une spectaculaire opération qui permet de libérer son époux et treize autres résistants des mains de la Gestapo, quelques mois après leur arrestation à Caluire, le 21 juin, aux côtés de Jean Moulin et d'autres figures de la Résistance. Désormais activement recherchée par les autorités allemandes, elle quitte la France avec Raymond et leur enfant le 8 février 1944 pour rejoindre Londres. Surnommée « Madame Conscience », elle reprend son métier d'enseignante à la Libération. Plus tard, elle sillonne la France pour transmettre aux jeunes générations l'histoire de la Résistance, l'importance de la lutte contre les totalitarismes, et la nécessité de défendre les acquis sociaux issus de la Libération. Elle s'implique également au sein d'Amnesty International et dans le réseau Femmes pour la parité.

## Marcelle HENRY (1895-1945)

Née à Angers le 7 septembre 1895, Marcelle Henry débute sa carrière comme enseignante, avant d'intégrer le ministère du Travail. Elle y progresse rapidement, devenant sous-chef de bureau en 1931. Refusant toute compromission après l'armistice de 1940, elle entre en résistance. Grâce à sa position et à ses contacts au sein de l'administration, elle soutient des actions clandestines, distribue des tracts et apporte son aide à des réfugiés. En 1943, elle rejoint les Forces françaises combattantes (FFC) et devient agente de liaison au sein du réseau VIC, dirigé par Henri Levin. Arrêtée par la Gestapo, le 4 juillet 1944, elle subit de violents interrogatoires sans jamais trahir ses compagnons. Internée à Fresnes, elle est condamnée à mort, mais son dossier se perd dans le tumulte de l'été 1944. Déportée à Ravensbrück, puis à Torgau, elle refuse de travailler pour l'industrie allemande. Libérée le 9 avril 1945 par la Croix-Rouge, elle est rapatriée en France, mais meurt des suites de ses souffrances le 24 avril 1945, à Paris. Son courage et son engagement valent à Marcelle Henry de recevoir, à titre posthume, plusieurs hautes distinctions, dont la Croix de la Libération et la Légion d'honneur.

# LA CITOYENNETÉ AU CŒUR DE LA RÉSISTANCE

18

Lucie Aubrac naît à Paris le 29 juin 1912 et manifeste très tôt un engagement militant. Lucide face à la montée des fascismes en Europe, cette professeure agrégée refuse dès juin 1940 l'écuse de la défaite. Aux côtés de son mari, Raymond Aubrac, elle participe à la création des premières structures du mouvement Libération-Sud. Très investie, elle prend part à toutes les actions. En octobre 1943, au cœur de Lyon, elle organise une spectaculaire opération qui permet de libérer son époux et treize autres résistants des mains de la Gestapo, quelques mois après leur arrestation à Caluire, le 21 juin, aux côtés de Jean Moulin et d'autres figures de la Résistance. Désormais activement recherchée par les autorités allemandes, elle quitte la France avec Raymond et leur enfant le 8 février 1944 pour rejoindre Londres. Surnommée « Madame Conscience », elle reprend son métier d'enseignante à la Libération. Plus tard, elle sillonne la France pour transmettre aux jeunes générations l'histoire de la Résistance, l'importance de la lutte contre les totalitarismes, et la nécessité de défendre les acquis sociaux issus de la Libération. Elle s'implique également au sein d'Amnesty International et dans le réseau Femmes pour la parité.



Lucie Aubrac, photographiée en 1944

**Lucie AUBRAC (1912-2007)**



« Madame Conscience » : elle sauvera la parole, et la partagera au village. Croix de la Libération et Légion d'honneur, médaillés post mortem, 1943



Lucie Aubrac dans le roman graphique de Lucie Aubrac et Raymond Aubrac, 1944

**Marcelle HENRY (1895-1945)**

Née à Angers le 7 septembre 1895, Marcelle Henry débute sa carrière comme enseignante, avant d'intégrer le ministère du Travail. Elle y progresse rapidement, devenant sous-chef de bureau en 1931. Refusant toute compromission après l'armistice de 1940, elle entre en résistance. Grâce à sa position et à ses contacts au sein de l'administration, elle soutient des actions clandestines, distribue des tracts et apporte son aide à des réfugiés. En 1943, elle rejoint les Forces françaises combattantes



Marcelle Henry, chef de bureau au Travail et Compagnon de la Libération, photographée en 1944

(FFC) et devient agente de liaison au sein du réseau VIC, dirigé par Henri Levin. Arrêtée par la Gestapo, le 4 juillet 1944, elle subit de violents interrogatoires sans jamais trahir ses compagnons. Internée à Fresnes, elle est condamnée à mort, mais son dossier se perd dans le tumulte de l'été 1944. Déportée à Ravensbrück, puis à Torgau, elle refuse de travailler pour l'industrie allemande. Libérée le 9 avril 1945 par le Croix-Rouge, elle est rapatriée en France, mais meurt des suites de ses souffrances le 24 avril 1945, à Paris. Son courage et son engagement valent à Marcelle Henry de recevoir, à titre posthume, plusieurs hautes distinctions, dont la Croix de la Libération et la Légion d'honneur.

« Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent. »

Lucie Aubrac, 1997

**RÉSISTANTES  
& COMBATTANTES**  
du Centre de la Résistance et de la Libération



# DE LA RÉSISTANCE AUX MUNICIPALES : LES MAIRES

## Les femmes élues maires en 1945

**Joséphine Pencalet** est l'une des premières femmes élues conseillères municipales en 1925. Bien avant que les femmes n'aient le droit de vote en France, elle est désignée conseillère municipale de Douarnenez (Finistère). D'autres femmes sont élues cette année-là, comme **Marie Chaix**, **Marguerite Chapon**, **Émilie Joly**, **Adèle Métivier**, **Marthe Tesson**, **Augustine Variot**, grâce à une lacune électorale alors qu'elles n'ont pas le droit de vote... Ces élections seront ensuite reconnues illégales et elles devront quitter leur mandat. En 1941, **Louisa Mariello** est la première femme maire d'une commune française, à Macouba en Martinique, nommée par Vichy et, en 1943, **Marie-Rose Bouchemousse** est la première femme maire d'une commune en France métropolitaine, à Vigeois en Corrèze.

## Odette ROUX (1917-2014)

Odette Roux naît le 25 mai 1917 à La Boissière-des-Landes, en Vendée, dans une famille modeste. Institutrice engagée, elle adhère dès 1936 au Syndicat des instituteurs. Mariée à Alfred Roux, instituteur lui aussi, elle enseigne en Vendée du Sud et s'engage avec lui dans la Résistance à partir de 1941. Arrêtée en 1943, elle est relâchée tandis que son mari est emprisonné puis exécuté. Dès 1944, elle reprend ses activités clandestines comme agente de liaison sous l'identité de « Simone Petit ». À la Libération, elle participe au Comité départemental de Libération et prend la tête de l'Assistance française, future Union des femmes françaises. Le 30 septembre 1944, elle est nommée conseillère municipale des Sables-d'Olonne par le préfet de la Libération. En avril 1945, elle figure sur la liste de l'Union patriotique républicaine antifasciste pour les premières élections municipales ouvertes aux femmes. La liste l'emporte et, le 18 mai 1945, Odette Roux devient la première femme élue maire des Sables-d'Olonne. Elle poursuit son mandat jusqu'aux nouvelles élections en 1947, puis devient conseillère municipale jusqu'en 1959. Elle poursuit son engagement politique dans les années suivantes, fidèle à ses convictions humanistes et progressistes.

## Pierrette PETITOT (1917-2014)

Pierrette Petitot naît en 1917 à Saint-Denis. À 13 ans, elle travaille dans une chocolaterie et s'engage tôt dans les grèves de 1936. Militante de gauche, elle adhère au Parti communiste avec son mari syndicaliste. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle participe à la Résistance en aidant les familles de déportés, notamment en leur procurant des tickets de rationnement. Membre du Comité local de Libération, elle participe activement à la reconstruction démocratique. En 1945, le Parti communiste la sollicite pour figurer sur la liste aux élections municipales. À 28 ans, elle devient maire de Villetaneuse. Réélue en 1947 - *L'Humanité* la présente alors comme « *une maman mais aussi une des plus jeunes maires de France* » -, elle reste à la tête de la commune jusqu'en 1977. Sous ses mandats, la ville se transforme profondément : réseaux d'eau et d'égouts, développement du transport, création de logements sociaux, de colonies de vacances, d'un patronage laïc, de consultations pour nourrissons, et d'une crèche aux portes de Saint-Denis pour permettre aux femmes de travailler. En 1998, elle est faite chevalier de la Légion d'honneur. Pierrette Petitot décède en 2014 à l'âge de 96 ans.

# DE LA RÉSISTANCE AUX MUNICIPALES : LES MAIRES

19

## Les femmes élues maires en 1945

Josephine Pencalet est l'une des premières femmes élues conseillères municipales en 1925. Si en 1945 les femmes n'ont le droit de vote en France, elles ont élu des conseillers municipaux de Douzins (Fribourg). D'autres femmes ont été élues maires au sein de communes de France. En 1945, grâce à une loi de réorganisation des communes, elles ont pu être élues maires. Ces élections ont été reconnues légales et elles ont permis de donner leur mandat à 1945. Louise Mandin est la première femme maire d'une commune française, à Brétigny-sur-Orne, nommée par Vichy et, en 1943, Marie-Rose Binachon-Poussé est la première femme maire d'une commune en France métropolitaine, à Vigneux-en-Correns.



Des femmes déposent leur bulletin de vote lors d'une séance électorale municipale (Puteaux), avant de l'annonce des résultats. Photographie, photographie de presse, 1945.

Odette Roux naît le 25 mai 1907 à La Boissière-des-Landes, en Vendée, dans une famille modeste. Institutrice engagée, elle adhère dès 1936 au Syndicat des instituteurs. Mariée à Alfred Roux, instituteur (il aussi, elle enseigne en Vendée du Sud et s'engage avec lui dans la Résistance à partir de 1941. Arrêtée en 1943, elle est relâchée tandis que son mari est emprisonné puis exécuté. Dès 1944, elle reprend ses activités clandestines comme agente de liaison sous l'identité de « Simone Petit ». À la Libération elle participe au Comité départemental de Libération et prend la tête de l'Association française, future Union des Femmes Françaises. Le 30 septembre 1944, elle est nommée conseillère municipale des Sables-d'Olonne par le préfet de la Libération. En avril 1945, elle figure sur la liste de l'Union patriotique républicaine antifasciste pour les premières élections municipales ouvertes aux femmes. La liste l'emporte et, le 18 mai 1945, Odette Roux devient la première femme élue maire des Sables-d'Olonne. Elle poursuit son mandat jusqu'aux nouvelles élections en 1947, puis devient conseillère municipale jusqu'en 1959. Elle poursuit son engagement politique dans les années suivantes, fidèle à ses convictions humanistes et progressistes.



Odette Roux, élue maire des Sables-d'Olonne, photographique, photographie de presse.

**Odette ROUX (1917-2014)**  
**Pierrette PETITOT (1917-2014)**



Pierrette Petitot, élue à la présidence du conseil municipal de la commune de Villeneuve-sur-Yonne (Yonne), photographique, 1943.

Pierrette Petitot naît en 1917 à Saint-Denis. A 13 ans, elle travaille dans une chocolaterie et s'engage tôt dans les grèves de 1938. Militante de gauche, elle adhère au Parti communiste avec son mari syndicaliste. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle participe à la Résistance en aidant les familles de déportés, notamment en leur procurant des tickets de rationnement. Membre du Comité local de Libération, elle participe activement à la reconstruction démocratique. En 1945, le Parti communiste la sollicite pour figurer sur la liste aux élections municipales. A 28 ans, elle devient maire de Villeneuve. Réélue en 1947 « A l'honneur la présente alors comme « une maman mais aussi une des plus jeunes maires de France » », elle reste à la tête de la commune jusqu'en 1977. Sous ses mandats, le village se transforme profondément : réseaux d'eau et d'égoûts, développement du transport, création de logements sociaux, de colonies de vacances, d'un patronage laïc, de consultations pour nourissons, et d'une crèche aux portes de Saint-Denis pour permettre aux femmes de travailler. En 1998, elle est faite chevalier de la Légion d'honneur. Pierrette Petitot décède en 2014 à l'âge de 96 ans.



Pierrette Petitot, élue de Villeneuve-sur-Yonne, photographique, non datée.



« L'élection de la femme »  
Nouvelles provinciales  
Nouvelles provinciales  
Nouvelles provinciales  
Nouvelles provinciales  
Nouvelles provinciales  
Nouvelles provinciales

## 15 autres femmes élues maires en 1945

Madeleine Roux (1905-1988)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Yvonne Bonnet (1915-2014)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Yvonne Boulay (1905-1945)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Christine Cahuzac (1905-1975)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Marie Inghy (1902-1976)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Suzanne Duret (1904-1988)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Marie Bonnet (1915-2014)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Suzanne Boulay (1905-1945)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Christine Cahuzac (1905-1975)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Marie Inghy (1902-1976)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Yvonne Bonnet (1915-2014)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Yvonne Boulay (1905-1945)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Christine Cahuzac (1905-1975)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Marie Inghy (1902-1976)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

Suzanne Duret (1904-1988)  
Elle est élue maire de Muret, 31100.

« Pensez que pour vous permettre de voter, des hommes et des femmes luttent depuis un siècle. »

Françoise Girod, 1945

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
Inscrites au répertoire national des résistants



# DES RÉSISTANTES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Femmes et députées... un long combat

Le 21 avril 1944, les femmes obtiennent le droit de vote et d'éligibilité et un an et demi plus tard, jour pour jour, le 21 octobre 1945, les premières élections législatives au suffrage universel sont organisées. Pour la première fois, les femmes votent et sont éligibles à un scrutin national. Mais une femme, déjà, a été membre de l'Assemblée nationale. En effet, le 20 octobre 1943, **Marthe Simard**, représentante des Français du Canada, est devenue la première femme parlementaire de France à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, véritable « Parlement de la Résistance ». En 1945, 310 femmes sont inscrites sur les listes et elles sont 33 à être élues, pour un premier mandat d'une durée limitée à sept mois. Plusieurs sont réélues en 1946.

### Madeleine BRAUN (1907-1980)

**Madeleine Braun**, née en 1907, rejoint dès 1940 le Front national de la Résistance (FNR). Elle s'engage dans des activités clandestines de propagande et de soutien aux résistants et participe également à des actions de sabotage. Arrêtée à plusieurs reprises par la police de Vichy, elle parvient à échapper à la déportation. Elle est élue députée communiste de la Seine le 21 octobre 1945, devenant ainsi l'une des premières femmes à siéger à l'Assemblée nationale. En 1946, elle est, avec Germaine Peyroles, **l'une des deux premières femmes vice-présidentes de l'Assemblée nationale constituante**, fonction qu'elle occupe ensuite à quatre reprises à l'Assemblée nationale. Défendant avec vigueur les droits des femmes, elle lutte pour l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

### Germaine PEYROLES (1902-1979)

**Germaine Peyroles**, née en 1902 et avocate de formation, s'engage dans la Résistance dès 1940 et participe à des actions d'exfiltration d'aviateurs alliés et de sabotage. Éluë députée de Seine-et-Oise en 1945 sous l'étiquette du MRP, elle siège aux deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale de 1946 à 1951 et de 1954 à 1956. **Première femme vice-présidente de l'Assemblée nationale** aux côtés notamment de Madeleine Braun, elle exerce cette fonction à plusieurs reprises entre 1946 et 1951. Engagée dans les grandes réformes institutionnelles de la IV<sup>e</sup> République, elle défend un Parlement plus efficace, des débats dignes et un renforcement du rôle du Conseil de la République.

### Marthe SIMARD (1901-1993)

**Marthe Simard**, née en 1901 à Bordj Menäiel, en Algérie, part s'installer au Canada avec son mari et obtient la nationalité canadienne en 1932. Répondant à l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940, elle fonde le Comité France libre de Québec et mène une activité intense pour structurer des comités de soutien au Canada et aux États-Unis. En 1943, elle traverse l'Atlantique et devient **l'une des deux premières femmes parlementaires de France à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger**, avec Lucie Aubrac qui a dû rester à Londres. Représentante du Canada, désignée par les mouvements de la Résistance extérieure, elle rejoint Paris en novembre 1944 lorsque l'Assemblée s'installe au Palais du Luxembourg, où elle siège aux côtés de Mathilde Gabriel-Péri.

### Mathilde GABRIEL-PÉRI (1902-1981)

**Mathilde Gabriel-Péri**, née en 1902 et épouse de Gabriel Péri (fusillé au Mont-Valérien en 1941), est internée au camp de Rieucros, dans l'Ariège, dès 1940. Membre du Parti communiste français, elle est nommée en 1944 **déléguée à l'Assemblée consultative provisoire à Paris**, où elle siège aux côtés de Marthe Simard. Éluë députée de Seine-et-Oise en 1945, elle siège sans interruption jusqu'en 1958, à travers les trois législatures de la IV<sup>e</sup> République. Elle est également **vice-présidente de l'Assemblée nationale** de 1950 à 1951. Durant ses mandats, elle se distingue par son engagement pour les droits des anciens combattants, des résistants et de leurs familles.



# DES RÉSISTANTES AU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE (SÉNAT)

## Au Palais du Luxembourg...

Le rôle central joué par les femmes dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale marque un tournant décisif vers la reconnaissance de leurs droits civiques. En 1946, lors des élections au Conseil de la République, 21 femmes font leur entrée au Palais du Luxembourg, à la Haute Assemblée (actuel Sénat). La plupart d'entre elles sont issues de la Résistance et siègent dans des camps politiques différents.

### Gilberte BROSSOLETTE (1905-2004)

Gilberte Brossolette voit le jour le 27 décembre 1905 à Paris, dans une famille républicaine engagée. Elle devient institutrice puis journaliste, et milite très tôt pour les droits des femmes et la justice sociale. En 1926, elle épouse Pierre Brossolette, futur journaliste et résistant de renom, avec qui elle partage des idées socialistes et républicaines. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, et après l'invasion de la France par les troupes allemandes en 1940, elle s'engage dans la Résistance aux côtés de son mari. Elle joue un rôle essentiel en tant qu'agente de liaison. Après l'arrestation et la mort de son mari en 1944, torturé par la Gestapo, elle continue la lutte, refusant de céder à la terreur nazie. À la Libération, elle honore la mémoire de son mari et s'engage dans la transmission du devoir de mémoire auprès des jeunes générations. Nommée au Conseil de la République en 1946, elle est élue sénatrice de la Seine en 1948. Vice-présidente du Sénat de 1946 à 1954, elle est la première femme à avoir présidé une réunion de la Haute Assemblée. Défendant inlassablement les idéaux républicains et les valeurs de la Résistance, elle milite également pour les droits des femmes et l'égalité sociale. Elle s'éteint en 2004, après avoir mené près d'un siècle de luttes en faveur des femmes et de la liberté.

### Eugénie ÉBOUÉ-TELL (1891-1972)

Eugénie Éboué-Tell voit le jour le 23 novembre 1891 à Cayenne, en Guyane, dans une famille créole modeste. Brillante élève, elle poursuit des études d'institutrice à Paris et devient l'une des premières femmes noires à obtenir un diplôme en France. Elle rencontre Félix Éboué, futur gouverneur et résistant, qu'elle épouse en 1922. Ensemble, ils s'installent en Afrique, où elle participe activement aux actions sociales et éducatives menées par son mari dans les colonies françaises. Pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que Félix Éboué se rallie très tôt à la France libre du général de Gaulle, elle s'engage dans les Forces françaises libres (FFL) et sert comme infirmière à l'hôpital militaire de Brazzaville. Elle milite pour les droits des colonisés et pour l'égalité raciale, tout en jouant un rôle de premier plan dans les actions humanitaires et sociales menées en Afrique-Équatoriale française. Elle soutient également l'effort de guerre en favorisant l'organisation des résistances locales. Après la mort de Félix Éboué en 1944, Eugénie Éboué-Tell continue son engagement public. Après la Libération, elle embrasse une carrière politique en étant successivement députée de Guadeloupe, conseillère de la République et sénatrice de Guadeloupe, devenant la première femme noire à siéger au Conseil de la République.

# DES RÉSISTANTES AU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE (SÉNAT)

## Au Palais du Luxembourg...

Le rôle central joué par les femmes dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale marque un tournant décisif vers la reconnaissance de leurs droits politiques. En 1944, lors des élections au Conseil de la République, 23 femmes font leur entrée au Palais du Luxembourg, à la Haute Assemblée (actuel Sénat). La plupart d'entre elles sont issues de la Résistance et vivent dans des camps politiques à Fresnes.



Manifestation féminine pour le droit de vote des femmes organisée par la Femme résistante par les Citoyennes (Paris), photographiée de presse, 1944.

Gilberte Brossolette voit le jour le 27 décembre 1905 à Paris, dans une famille républicaine engagée. Elle devient institutrice puis journaliste, et milite très tôt pour les droits des femmes et la justice sociale. En 1920, elle épouse Pierre Brossolette, futur journaliste et résistant de renom, avec qui elle partage des idées socialistes et républicaines. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, et après l'invasion de la France par les troupes allemandes en 1940, elle s'engage dans la Résistance aux côtés de son mari. Elle joue un rôle essentiel en tant qu'agent de liaison. Après l'arrestation et la mort de son mari en 1944, torturée par le Gestapo, elle continue la lutte, refusant de céder à la terreur nazie. À la Libération, elle honore la mémoire de son mari et s'engage dans la transmission du devoir de mémoire auprès des jeunes générations. Nommée au Conseil de la République en 1946, elle est élue sénatrice de la Seine en 1946. Vice-présidente du Sénat de 1946 à 1954, elle est la première femme à avoir présidé une réunion de la Haute Assemblée. Défendant résolument les idéaux républicains et les valeurs de la Résistance, elle milite également pour les droits des femmes et l'égalité sociale. Elle s'extingue en 2004, après avoir mené près d'un siècle de luttes en faveur des femmes, et de la liberté.



Gilberte Brossolette, femme de la France (collaboration), mariage de la presse française, 1944.



Eugénie Éboué-Tell, élue sénatrice de la Seine, élue sénatrice de la Haute-Guyane, élue sénatrice de la Martinique, élue sénatrice de la Guadeloupe, 1946.

**Gilberte BROSSOLETTE (1905-2004)**  
**Eugénie ÉBOUÉ-TELL (1891-1972)**



Eugénie Éboué-Tell, élue sénatrice de la Martinique, élue sénatrice de la Guadeloupe, 1946.

Eugénie Éboué-Tell voit le jour le 23 novembre 1891 à Cayenne, en Guyane, dans une famille créole modeste. Brillante élève, elle poursuit des études d'institutrice à Paris et devient l'une des premières femmes noires à obtenir un diplôme en France. Elle rencontre Félix Éboué, futur gouverneur et résistant, qu'elle épouse en 1922. Ensemble, ils s'installent en Afrique, où elle participe activement aux actions sociales et éducatives menées par son mari dans les colonies françaises. Pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que Félix Éboué se rallie très tôt à la France libre du général de Gaulle, elle s'engage dans les Forces françaises libres (FFL) et sert comme infirmière à l'hôpital militaire de Brazzaville. Elle milite pour les droits des colonisés et pour l'égalité raciale, tout en jouant un rôle de premier plan dans les actions humanitaires et sociales menées en Afrique-Équatoriale française. Elle soutient également l'effort de guerre en favorisant l'organisation des résistances locales.



Eugénie Éboué-Tell, élue sénatrice de la Martinique, élue sénatrice de la Guadeloupe, 1946.

Éboué en 1944, Eugénie Éboué-Tell continue son engagement public. Après la Libération, elle embrasse une carrière politique en étant successivement députée de Guadeloupe, conseillère de la République et sénatrice de Guadeloupe, devenant la première femme noire à siéger au Conseil de la République.

## 19 autres premières sénatrices élues

- Marcelle Bruneau (1870-1956) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Bressy (1908-1994) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Alain Buisson (1914-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Geneviève Chénier (1914-1994) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Clément (1891-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Fournier (1898-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Gauthier (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Guéhenne (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)
- Marcelle Lacroix (1900-1978) Sénatrice de la Seine (1946 à 1956)

« Quand on dit que c'est le général de Gaulle qui a donné le droit de vote aux femmes, c'est inexact. C'est la Résistance. »

Gilberte Brossolette, 1993

**RÉSISTANTES & COMBATTANTES**  
Les femmes de la Résistance ont été oubliées.



# DES RÉSISTANTES AU GOUVERNEMENT

## Ministres et secrétaires d'État

Dès 1936, alors que les femmes ne disposent pas encore du droit de vote, trois d'entre elles font pour la première fois leur entrée au sein du gouvernement du Front populaire dirigé par Léon Blum : **Cécile Brunshvicg**, **Suzanne Lacore** et **Irène Joliot-Curie**. Mais la Seconde Guerre mondiale bouleverse l'ordre des choses et, en 1943, le Conseil national de la Résistance s'engage à accorder le droit de vote aux femmes une fois la Libération venue, en reconnaissance de leur participation active à la Résistance. Cette promesse se concrétise le 21 avril 1944, lorsque le général de Gaulle signe à Alger une ordonnance qui accorde aux Françaises des droits politiques « dans les mêmes conditions que les hommes ». En juin 1946, **Andrée Viénot**, socialiste, est la première femme à faire son entrée au gouvernement de la IV<sup>e</sup> République, nommée sous-secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports par Georges Bidault. Elle est suivie en 1947 par **Germaine Poinso-Chapuis**, ministre de la Santé et de la Population dans le gouvernement de Robert Schuman - la première femme à occuper un portefeuille ministériel sous la IV<sup>e</sup> République. Il faut ensuite attendre 1957 pour une nouvelle nomination féminine au gouvernement : **Jacqueline Thome-Patenôte**, sous-secrétaire d'État à la Reconstruction et au Logement. En 1959, **Nafissa Sid Cara** est nommée secrétaire d'État chargée des Questions sociales en Algérie et de l'Évolution du statut personnel de droit musulman et devient la première femme membre d'un gouvernement de la V<sup>e</sup> République, et la première secrétaire d'État de confession musulmane et d'origine algérienne.

## Germaine POINSO-CHAPUIS (1901-1981)

Née le 6 mars 1901 à Marseille dans une famille bourgeoise, Germaine Poinso-Chapuis est avocate de formation, spécialisée dans la défense des droits des enfants. Proche de Gaston Defferre, elle s'engage activement en politique au sein du Parti démocrate populaire, défendant des valeurs sociales et familiales. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle rejoint la Résistance et participe au mouvement de Libération nationale, menant des actions clandestines contre l'occupant. Après la Libération, en 1945, elle est élue députée des Bouches-du-Rhône, devenant l'une des premières femmes à siéger au Parlement français. En 1947, elle est nommée ministre de la Santé publique et de la Population, occupant cette fonction jusqu'en 1948. Elle devient ainsi la première femme ministre de plein exercice dans l'histoire de la République, restant la seule jusqu'à la nomination de Simone Veil en 1974. Reconnaisable pour son engagement en faveur des droits des femmes et des familles, elle s'investit dans des politiques sociales et de santé. Germaine Poinso-Chapuis décède le 20 février 1981, laissant un héritage significatif dans la lutte pour l'égalité et la justice sociale en France.

## Andrée VIÉNOT (1901-1976)

Andrée Viénot, née le 7 juin 1901, est une femme politique française et une résistante déterminée. Militante socialiste dès les années 1930, elle s'engage très tôt dans la lutte pour les droits sociaux et l'émancipation des femmes. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, elle entre en résistance et met son énergie au service des réseaux clandestins, participant activement à des opérations visant à saboter l'occupation nazie et à protéger des Juifs et des résistants pourchassés. Après la Libération, elle devient une figure influente de la vie politique. Elle est élue députée des Ardennes le 2 juin 1946, puis à l'Assemblée nationale en novembre de la même année. Le 25 juin 1946, elle devient sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, chargée de la Jeunesse et des Sports dans les gouvernements Bidault et Blum, œuvrant pour une politique laïque et éducative en faveur de la jeunesse. Elle quitte l'Assemblée en 1947 pour se consacrer à sa famille et à son engagement local et citoyen, notamment en devenant maire de Rocroi dès 1953. Militante anticolonialiste, elle reste active tout au long de sa vie dans la défense des libertés au sein de la Ligue de l'enseignement et de la Ligue des droits de l'Homme.

# DES RÉSISTANTES AU GOUVERNEMENT

## Ministres et secrétaires d'État

Dès 1936, alors que les femmes ne disposent pas encore du droit de vote, trois d'entre elles font pour la première fois leur entrée au sein du gouvernement du Front populaire dirigé par Léon Blum : Cécile Brunschwig, Suzanne Lacore et Yvonne Jolot-Curie. Mais la Seconde Guerre mondiale bouleverse l'ordre des choses et, en 1943, le Conseil national de la Résistance s'engage à accorder le droit de vote aux femmes. Cette promesse se concrétise le 21 avril 1944, lorsque le général de Gaulle opte à Alger pour un arrangement qui accorde aux Françaises des droits politiques « dans les mêmes conditions que les hommes ». En juin 1945, comme l'état socialiste est le premier femme à faire son entrée au gouvernement de la IV<sup>e</sup> République, comme sous-secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports sous Georges Bidault. Elle est suivie en 1947 par Germaine Poinso-Chapuis, ministre de la Santé et de la Population dans le gouvernement de Robert Schuman. La première femme à occuper un portefeuille ministériel sous la V<sup>e</sup> République. Il faut attendre 1997 pour une nouvelle nomination féminine au gouvernement, avec la ministre Thérèse Breton-Latorre, sous-secrétaire d'État à la Reconstruction et au Logement. En 1989, Nathalie Saut-Cole est nommée secrétaire d'État chargée des Questions sociales en Algérie et de l'Éducation du statut personnel de droit musulman et devient la première femme membre d'un gouvernement de la V<sup>e</sup> République, et la première secrétaire d'État de confession musulmane et d'origine algérienne.



Suzanne Lacore et Cécile Brunschwig, en conseil des ministres au Palais de l'Élysée (Paris), photographie de presse, 1936.

Née le 6 mars 1901 à Marseille dans une famille bourgeoise, Germaine Poinso-Chapuis est élevée dans un milieu socialisé dans la culture des droits des enfants. Proche de Gaston Defferre, elle s'engage activement en politique au sein du Parti démocratique populaire, défendant des valeurs sociales et féminales. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle rejoint la Résistance et participe au mouvement de Libération nationale, menant des actions clandestines contre l'occupant. Après la Libération, en 1945, elle est élue députée des Bouches-du-Rhône, devenant l'une des premières femmes à siéger au Parlement français. En 1947, elle est nommée ministre de la Santé publique et de la Population, occupant cette fonction jusqu'en 1948. Elle devient ainsi la première femme ministre de plein exercice dans l'histoire de la République, restant la seule jusqu'à la nomination de Simone Veil en 1974. Reconnue pour son engagement en faveur des droits des femmes et des familles, elle s'investit dans des politiques sociales et de santé. Germaine Poinso-Chapuis débute le 20 février 1983, la start-up un héritage à gref-catif dans la lutte pour l'égalité et la justice sociale en France.



Germaine Poinso-Chapuis (1901-1987)  
Andrée Viénot (1901-1976)



Andrée Viénot, secrétaire d'État, en conseil du Conseil des ministres (Paris), photographie, 1950.



Le premier gouvernement Léon Blum. De gauche à droite : Léon Blum, Cécile Brunschwig, Suzanne Lacore, Yvonne Jolot-Curie, Paul Marchais, André Marty, René Lenoir, Jean Renaudie et Max Lejeune (photographie de presse, 1936).

Andrée Viénot, née le 7 juin 1901, est une femme politique française et une résistante déterminée. Militante socialiste dès les années 1930, elle s'engage très tôt dans la lutte pour les droits sociaux et l'émancipation des femmes. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, elle entre en résistance et met son énergie au service des réseaux clandestins, participant activement à des opérations visant à saboter l'occupation nazie et à protéger des Juifs et des résistants pourchassés. Après la Libération, elle devient une figure influente de la vie politique. Elle est élue députée des Ardennes le 2 juin 1946, puis à l'Assemblée nationale en novembre de la même année. Le 23 juin 1946, elle devient sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, chargée de la Jeunesse et des Sports dans les gouvernements Bidault et Blum, ouvrant pour une politique laïque et éducative en faveur de la jeunesse. Elle quitte l'Assemblée en 1947 pour se consacrer à sa famille et à son engagement local et citoyen, notamment en devenant maire de Rocroi dès 1953. Militante anticolonialiste, elle reste active tout au long de sa vie dans la défense des libertés au sein de la Ligue de l'enseignement et de la Ligue des droits de l'Homme.



Le premier gouvernement Léon Blum. De gauche à droite : Léon Blum, Cécile Brunschwig, Suzanne Lacore, Yvonne Jolot-Curie, Paul Marchais, André Marty, René Lenoir, Jean Renaudie et Max Lejeune (photographie de presse, 1936).

« On dit : les femmes sont dépourvues de l'intelligence et de la culture qu'il faut pour suivre la politique. Mais combien d'hommes en sont pourvus ? »

Germaine Poinso-Chapuis, 1930

RÉSISTANTES & COMBATTANTES  
Les femmes de la Résistance et de la Libération



« Je voudrais que l'on ne les oublie pas et qu'on comprît surtout quelle était la divine flamme qui les animait. »

Marie-Madeleine Fourcade, 1968

« Mais le simple mot "France" qui est leur mot d'ordre suffit à rassembler leurs esprits et soutenir leur courage. »

Hélène Terré, 1943

« Quand on dit que c'est le général de Gaulle qui a donné le droit de vote aux femmes, c'est inexact. C'est la Résistance. »

Gilberte Brossolette, 1993

EXPOSITION RÉALISÉE PAR



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE



EN PARTENARIAT AVEC



AVEC LE SOUTIEN DE



Direction générale  
de l'enseignement  
scolaire

